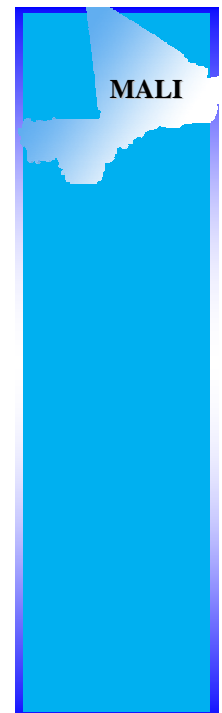


REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI



CADRE STRATEGIQUE POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE
LA PAUVRETE - CSCRP 2012-2017

ANNEXE I :
CADRAGE MACRO ECONOMIQUE

28 DECEMBRE 2011

« UN MALI EMERGENT, UNE MEILLEURE QUALITE DE VIE POUR TOUS »

Table des matières

PAGES

1.CONTEXTE	3
1.1. Objet.....	3
1.2. Méthodologie : outils et processus.....	4
1.3. Cible.....	4
2.EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE	4
2.1.Environment Economique International Récent.....	5
2.2. Situation économique récente du Mali (Réalizations de 2007 à 2010).....	7
3.CADRAGE MACROECONOMIQUE	13
3.1. Hypothèses de projection.....	13
3.2. Principaux Résultats du Cadrage macroéconomique.....	19
Conclusions et recommandations	28
Listes des graphiques	
Graphique 1 : évolution du prix du baril de pétrole de 2007 à 2010.....	6
Graphique 2 : évolution du cours du coton de 2007 à 2010.....	6
Graphique 3 : évolution du cours de l'or de 2007 à 2010.....	7
Graphique 4 : Evolution du taux de croissance réel du PIB.....	8
Graphique 5 : Evolution du taux d'inflation (IHPC).....	9
Graphique 6 : Evolution de l'investissement public et privé.....	9
Graphique 7 : Evolution des indicateurs de finances publiques (en mrd de FCFA et en %).....	10
Graphique 8 : Evolution de l'encours de la dette publique en % du PIB.....	11
Graphique 9 : Evolution des indicateurs des échanges extérieurs (en mrd de FCFA et en %).....	12
Graphique 10 : Evolution des cours du coton et du pétrole entre 2012 et 2017.....	14
Graphique 11 : Evolution du cours de l'or et du taux de change FCFA/USD entre 2012 et 2017.....	14
Graphique 12 : Evolution du taux de croissance de l'agriculture vivrière hors riz (scénario de base et scénario optimiste) ...	16
Graphique 13 : Evolution du taux de croissance de la production de riz (scénario de base et scénario optimiste).....	16
Graphique 14 : Evolution de la production de coton (scénario de base et scénario optimiste).....	16
Graphique 15 : Evolution du taux de croissance de l'élevage (scénario de base et scénario optimiste).....	17
Graphique 16 : Evolution de la production d'or (scénario de base et scénario optimiste).....	18
Graphique 17 : Evolution du taux de croissance de la production d'eau et électricité (entre le scénario de base et le scénario optimiste).....	18
Graphique 18 : Evolution du taux de croissance économique (scénario de base et scénario optimiste).....	20
Graphique 19 : Evolution du taux de croissance du secteur primaire (scénario de base et scénario optimiste).....	20
Graphique 20 : Evolution du taux de croissance du secteur secondaire (scénario de base et scénario optimiste).....	21
Graphique 21 : Evolution du taux de croissance du secteur tertiaire (scénario de base et scénario optimiste).....	21
Graphique 22 : Evolution de l'investissement public et privé en 2007 et 2011.....	22
Graphique 23 : Evolution de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB entre 2012 et 2017.....	23
Graphique 24 : Evolution de la pression fiscale entre les deux scénarii.....	26
Graphique 25 : Evolution du déficit extérieur courant en % du PIB entre les deux scénarii.....	26
Graphique 26 : Evolution de l'écart (Gap) de financement entre les différents scénarii.....	27
Liste des tableaux	
Tableau 1: Evolution du stock de la dette publique de 2007 à 2012 (en milliards de FCFA).....	11
Tableau 2 : Critère de convergence de l'UEMOA.....	13
Tableau 3: Tableau comparatif des principaux résultats des scénarii du cadrage.....	27
ANNEXES :	30

I. CONTEXTE

1. Le gouvernement du Mali a manifesté depuis 2002 sa ferme volonté de faire de la lutte contre la pauvreté la priorité de toutes ses actions de développement. Cette volonté s'est traduite par l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de deux Cadres Stratégiques de lutte Contre la Pauvreté (CSLP) couvrant les périodes 2002-2006 et 2007-2011.
2. Le CSCRП 2007-2011 arrive à son terme en décembre 2011. Le Gouvernement du Mali, compte tenu des résultats positifs obtenus lors des deux précédents, a manifesté sa volonté de poursuivre dans la même voie avec un nouveau document prolongeant le précédent et l'ajustant aux évolutions de la réalité économique et sociale. Par ailleurs, chaque année, une revue du CSCRП s'attache à présenter publiquement une situation de la mise en œuvre de la stratégie adoptée.
3. Cet exercice a une importance capitale. Il contribue à la cohérence des différentes politiques sectorielles, hiérarchise clairement les priorités nationales de développement à moyen terme, détermine les programmes et actions ainsi que les moyens financiers à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés et établit les indicateurs de suivi.
4. Les suivis évaluations du CSCRП, réalisés à travers les revues annuelles, permettent de veiller à la mise en œuvre des orientations recommandées, la prise en charge dans le budget d'Etat et dans les CDMT des priorités du CSCRП. Ils permettent aussi de mesurer les progrès réalisés sur la base des indicateurs choisis, d'expliquer les retards dans la réalisation des objectifs fixés et de formuler des recommandations pour les éventuels ajustements.
5. Le cadrage macroéconomique éclaire les grandes orientations de politiques publiques à moyen terme et impulse l'élaboration de meilleures politiques sectorielles cohérentes avec les objectifs de développement.
6. Afin de mener l'exercice de modélisation dans un cadre multisectoriel et pluridisciplinaire, d'harmoniser les statistiques nationales et de procéder à des recherches théoriques et méthodologiques pour la gestion du développement au Mali, un Comité de Prévision et de Modélisation (CPM) a été créé par Décret n°03-366/PM-RM du 29 août 2003 et placé sous la tutelle du Ministère chargé du Plan. Les travaux du groupe « cadrage macroéconomique du CSLP-III » dont la Direction Nationale de la Planification du Développement assure la présidence ont été effectués dans le cadre de ce comité.
7. Le présent rapport de cadrage macroéconomique s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la troisième génération du CSLP et vise à produire des indicateurs macroéconomiques réalistes tenant compte des potentialités réelles de l'économie malienne. Il présente, d'une part, le contexte et les réalisations du CSLP II, et d'autre part les résultats et recommandations du « cadrage macroéconomique du CSLP III ».

1.1. Objet

8. L'objectif principal qui guide le cadrage est le maintien des équilibres macroéconomiques en tenant compte des potentialités réelles de l'économie malienne et des objectifs globaux et sectoriels du CSLP.
9. A cet effet, deux scénarii (base et optimiste) ont été retenus pour guider l'élaboration des politiques sectorielles et la mise en œuvre des stratégies de développement du pays d'ici à l'horizon 2017.

1.2. Méthodologie : outils et processus

10. Les travaux de modélisation et de cadrage macroéconomique sont effectués à l'aide d'outils implantés au niveau de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP). Il s'agit notamment du Modèle Macroéconomique du Mali (MME_DNPDP), du modèle de prévision et de simulation de moyen et long termes Treshold 21 (T21-Mali qui veut dire seuil du 21ème siècle).
11. Avec le lancement officiel de la préparation de la troisième génération du CSLP en décembre 2010, les travaux du CPM se sont orientés vers la production d'un cadrage macroéconomique de ce CSLP.
12. Ainsi le CPM a chargé son Secrétariat Technique à s'organiser pour produire un rapport technique au plus tard le 30 septembre 2010. Ce rapport sera discuté et adopté par l'ensemble des membres du comité.
13. A cet égard, le Secrétariat Technique s'est inspiré du modèle MME-DNPDP pour réaliser ce cadrage. Les résultats du cadrage sont sortis sous forme de tableaux qui ont servi de base à l'élaboration du présent rapport.
14. Sur la base d'hypothèses relatives à l'environnement économique international et aux secteurs porteurs de l'économie malienne, deux scénarii, tenant compte des potentialités économiques réelles du pays, ont été produits. Un scénario de base (tendanciel) qui retrace le rythme d'évolution de l'économie à politiques inchangées ; un scénario optimiste/volontariste (scénario du CSLP-III) qui fait des hypothèses de forte croissance sur les secteurs porteurs.

1.3. Cible

15. Le rapport de cadrage macroéconomique est destiné à tous les acteurs nationaux (départements ministériels, société civile, collectivités territoriales) pour l'élaboration des politiques sectorielles, aux décideurs politiques pour la mise en œuvre de la stratégie de développement et aux partenaires techniques et financiers (PTF) pour l'orientation de leurs appuis au processus de développement.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

16. Le cadrage macroéconomique a été élaboré, d'une part, en tenant compte des forces, faiblesses et recommandations des deux premières générations du CSLP, et d'autre part, en se fondant sur la capacité productive réelle de l'économie nationale et les risques potentiels

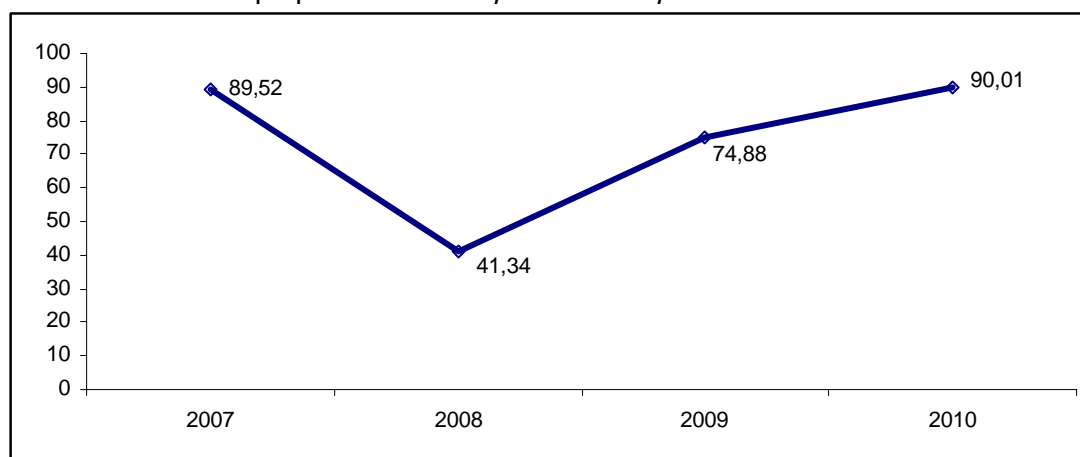
internes et externes. Il tient compte également des grands objectifs définis par les organisations internationales et régionales de développement, notamment l'UEMOA et la CEDEAO.

2.1. Environnement Economique International Récent

17. L'environnement économique international a été marqué par un ralentissement de l'activité économique dans les pays développés et une bonne performance des pays émergents en 2007, des crises alimentaire, énergétique et financière qui ont précipité les récessions mondiales en 2008, la propagation de la crise financière à un rythme plus rapide entraînant un repli de la production, du commerce ainsi que l'effondrement de la confiance des consommateurs et des entreprises vis à vis des systèmes bancaires internationales en 2009, une reprise de l'activité économique mondiale en 2010 qui se poursuivra en 2011.
18. **Ainsi, le taux de croissance de la production mondiale** est passé de 5,2% en 2007 à 3,0% en 2008. En 2010, il est ressorti à 5,0% contre -0,6% en 2009. En 2011, il est attendu un taux de croissance de la production mondiale de 4,4%, tirée essentiellement par la bonne tenue de l'activité économique dans les pays émergents et d'Afrique au Sud du Sahara.
19. **Dans les pays avancés**, le taux de croissance de la production est passé de -3,2% en 2009 à 3,0% en 2010, suite au rebondissement du commerce mondial, la relance de la production industrielle et le redressement de l'emploi. En 2011, ces pays devraient réaliser un taux de croissance de 2,5% suite à la remontée des marchés d'actions, la baisse des primes de risque et l'assouplissement des conditions d'accès aux prêts bancaires.
20. **Aux Etats-Unis**, le PIB a évolué à un rythme erratique en passant de 2,2% en 2007 à 0,4% en 2008, de -2,6% en 2009 à 2,8% en 2010. Pour 2011, il est prévu un taux de croissance de 3,0%.
21. **Dans la zone Euro**, la croissance européenne a aussi connu une fluctuation en s'établissant à 2,7% en 2007 contre 1,4% en 2008 et de 1,8% en 2010 contre -4,1% en 2009. L'évolution de 2010 est liée principalement à la reprise de l'Euro et au redressement de l'investissement fixe. Il est attendu un taux de croissance de 1,5% en 2011.
22. **En Afrique**, le taux de croissance est passé de 5,2% en 2008 à 2,8% en 2009 et de 4,7% en 2010. La croissance de 2010 est imputable à la forte demande des matières premières notamment les métaux, les minerais, le pétrole, à la faveur de la reprise économique observée à travers le monde. En 2011, il est prévu un taux de croissance de 5,3%.
23. **En Afrique subsaharienne**, après 6,3% en 2007 et 5,4% en 2008, le taux de croissance a connu une augmentation en 2010 en s'établissant à 4,8% contre 2,0% en 2009. La reprise de l'activité économique mondiale et la mise en œuvre des politiques macroéconomiques expansionnistes menées dans la plupart de ces pays expliquent cette croissance. En 2011, l'économie de cette zone devrait enregistrer une croissance de 5,8%.
24. **Dans la zone UEMOA**, le taux de croissance économique est passé de 3,4% en 2007 à 3,7% en 2008. Avec la reprise de l'activité économique internationale, il est ressorti à 3,9% en 2010 contre 3,0% en 2009, soit une hausse de 0,9 point de pourcentage. Pour l'année 2011, le taux de croissance est estimé à 4,5%.

25. **S'agissant de l'inflation**, il est passé de 1,0% en 2009 à 1,4% en 2010 dans les pays avancés. Pour les pays émergents et en développement, le taux d'inflation est ressorti à 6,2% en 2010 contre 5,2% en 2009, soit une hausse de 1 point de pourcentage. En 2011, l'inflation va se ralentir pour s'établir à 1,2% dans les pays avancés et 5% dans les pays émergents et en développement. Ce ralentissement sera imputable à la rigueur des politiques budgétaires qui seront adoptées dans la plupart de ces pays.
26. **Dans la zone UEMOA**, l'inflation a, par rapport à l'année précédente, connu une légère hausse en liaison avec la remontée du prix des carburants dans la plupart des pays de l'Union. En moyenne annuelle, le taux d'inflation de l'UEMOA, calculé sur la base de l'indice moyen des douze derniers mois s'est établi à 1,2% en 2010 contre 2,2% en 2009.
27. Au niveau international, après les fortes hausses de 2008, les cours des produits de base ont sensiblement diminué en 2009. En 2010, ces cours ont connu une tendance haussière.

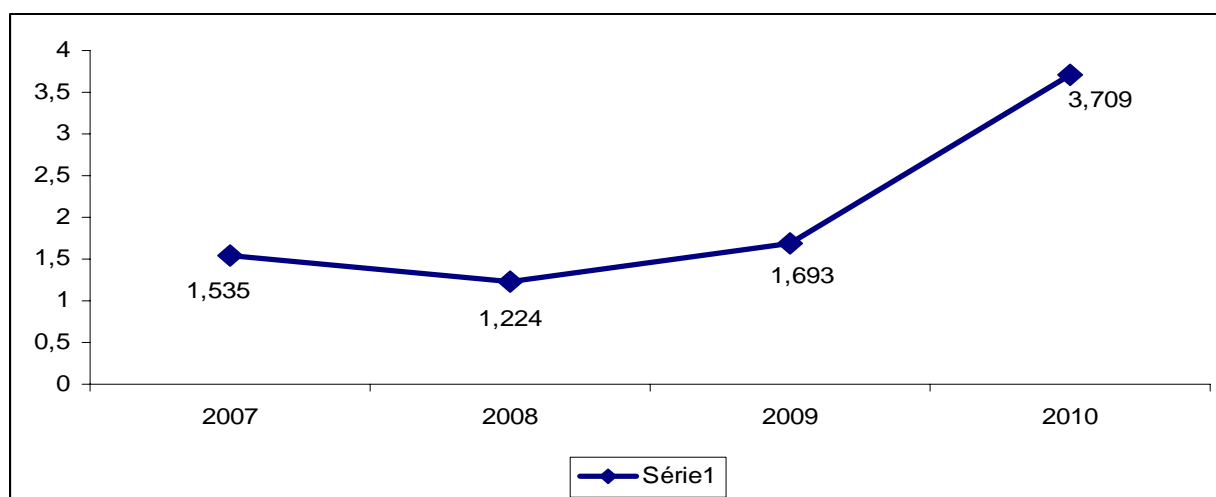
Graphique 1 : évolution du prix du baril de pétrole de 2007 à 2010



Source: INSTAT

28. **Pour le pétrole**, le prix du baril a poursuivi sa tendance haussière en 2010. Cependant, le prix moyen du baril de pétrole a été de 73,94 dollars US sur la période 2007-2010.

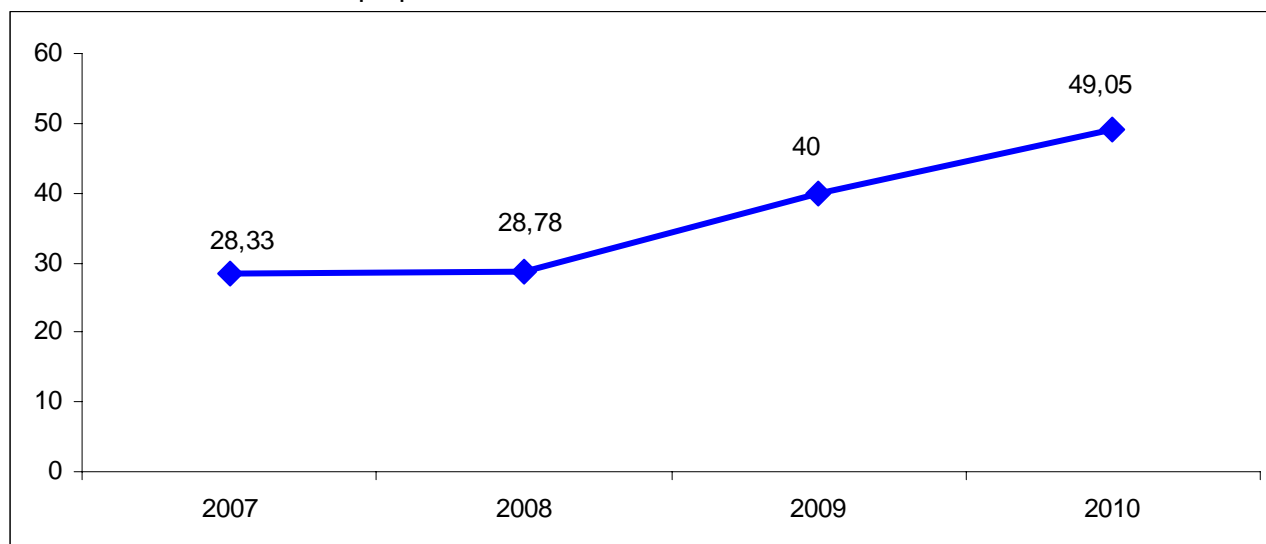
Graphique 2 : évolution du cours du coton de 2007 à 2010



Source: INSTAT

29. **Le cours du coton**, après avoir enregistré une tendance à la baisse entre octobre 2008 et mars 2009, a augmenté durant toute l'année 2010. En moyenne annuelle, le prix du coton est passé de 1,382 dollar US/kg en 2009 à 3,709 dollars US en 2010, soit un écart de 2,327 dollars US. Sur la période 2007-2010, le prix moyen du coton a été de 2,040 dollars US.

Graphique 3: évolution du cours de l'or de 2007 à 2010



Source: INSTAT

30. **Le cours de l'or** a, tout au long de 2010, poursuivi son envolée. Le prix moyen annuel du gramme d'or est passé de 40,0 dollars en décembre 2009 à 49,05 dollars en décembre 2010, soit une progression de 22,5%. Sur la période 2007-2010, le prix moyen du gramme d'or est ressorti à 36,54 dollars.

31. **Le niveau des prix du riz** a chuté de 2008 à 2009. Entre décembre 2009 et décembre 2010, le prix moyen du riz a connu une augmentation de 12,6%.

32. **Le prix moyen annuel de la tonne du maïs** sur le marché international a également connu une hausse de 26,2% en 2010 par rapport à 2009.

2.2. Situation économique récente du Mali (Réalizations de 2007 à 2010)

33. La conjoncture économique de ces dernières années au Mali a été difficile. Elle a été marquée par le raffermissement de l'euro vis-à-vis du dollar, traduisant l'essoufflement de l'économie américaine, et de fortes tensions inflationnistes induites par la flambée du cours du pétrole et des produits alimentaires. Elle a été aussi marquée par les crises alimentaire, énergétique et financière qui ont précipité les risques d'une récession mondiale prononcée, la propagation des effets de la crise financière qui a conduit au repli sans précédent de la production et du commerce au niveau mondial, la baisse dans les branches du coton et de l'extraction minière avec leurs répercussions sur le secteur tertiaire.

34. Malgré cette conjoncture difficile, le Mali a enregistré, au cours des quatre premières années de mise en œuvre du CSCR, des progrès importants au triple plan politique, social et économique. La stabilité politique et sociale et les progrès en matière de respect des droits de

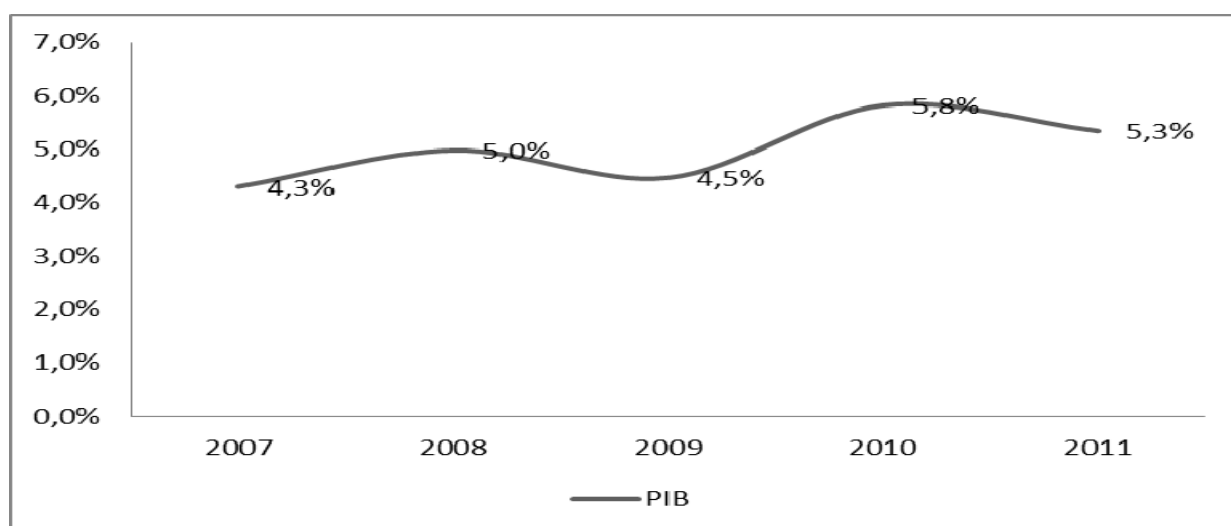
L'Homme ont favorisé la mise en œuvre des politiques de lutte contre la pauvreté et la consolidation du climat de confiance dont le pays jouit auprès de la communauté internationale.

2.2.1. Secteur réel

35. L'économie malienne est fortement influencée par les aléas climatiques. La croissance économique évolue en dent de scie. Elle repose fondamentalement sur le secteur primaire dont l'agriculture est la branche la plus importante, le secteur secondaire qui dépend fortement de l'extraction minière et le secteur tertiaire qui, depuis quelques années, est dans une dynamique favorable liée à l'essor des télécommunications et du tourisme.

36. La croissance moyenne entre 2007 et 2010 est de 4,9%. Depuis le début de la mise en œuvre du CSCR, le Mali a enregistré des taux de croissance positifs avec 4,3% en 2007 ; 5,0% en 2008 ; 4,5% en 2009 et 5,8% en 2010.

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance réel du PIB

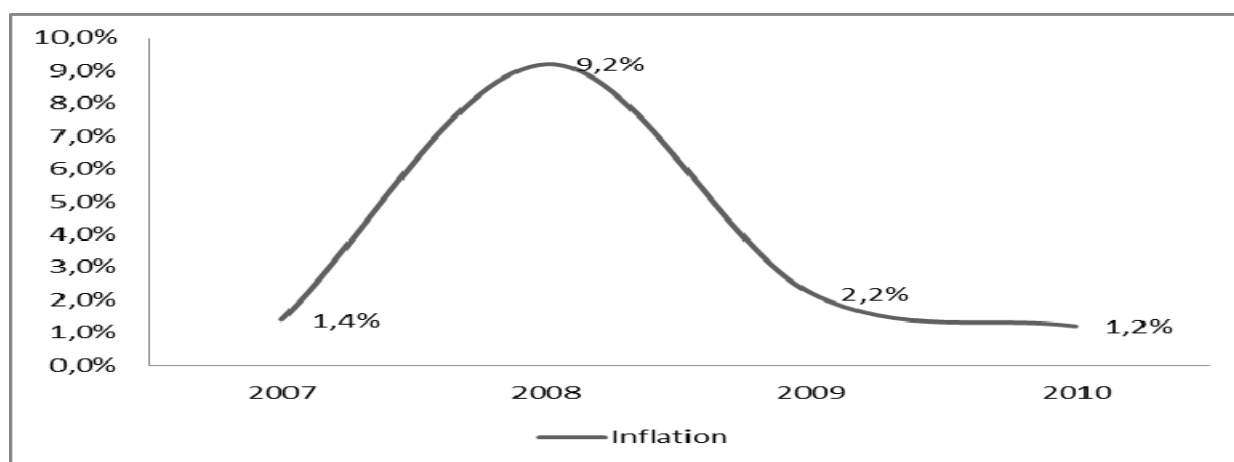


Source : INSTAT/MME_DNPD

2.2.2. Prix et inflation

37. Un véritable effort de maîtrise des prix a permis la réalisation d'un taux d'inflation moyen (mesuré par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation – IHPC - à Bamako) de 3,5% entre 2007 et 2010. L'inflation est ressortie à 1,4% en 2007, 9,2% en 2008, 2,2% en 2009 et 1,2% en 2010. Cette évolution des prix est due essentiellement aux produits alimentaires et boissons non alcoolisées ainsi que le logement, l'électricité et autres combustibles.

Graphique 5 : Evolution du taux d'inflation (IHPC)



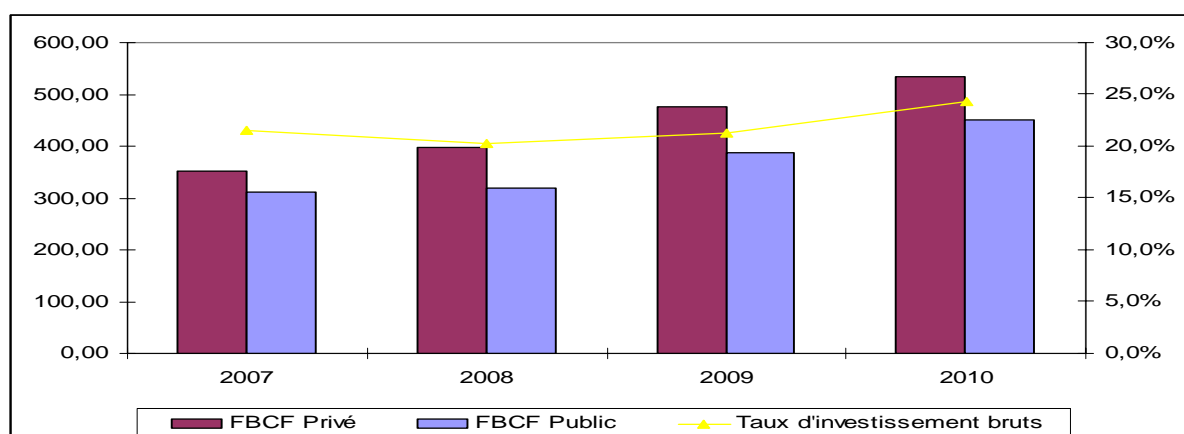
Source : INSTAT/MME_DNPD

2.2.3. Investissement

38. La période a été marquée par d'énormes flux d'investissements privés et publics. Les investissements privés ont trait essentiellement au développement des mines d'or, de la téléphonie mobile et aux grands chantiers immobiliers. Les flux nets d'investissements directs étrangers ont été en moyenne de 139,2 milliards de FCFA avec un niveau exceptionnel de 353,8 milliards de FCFA en 2009, imputable essentiellement à la privatisation de la SOTELMA, qui a généré 180,4 milliards de FCFA.

39. Les investissements publics ont concerné la réalisation des infrastructures, les grands projets routiers, les programmes immobiliers et les programmes d'aménagements hydroagricoles. Ces efforts d'investissements publics ont bénéficié de l'accompagnement des Partenaires Techniques et Financiers. Ils se sont traduits par une amélioration du taux d'investissement brut qui est passé de 21,6% en 2007 à 24,3% en 2010.

Graphique 6 : Evolution de l'investissement public et privé



Source : INSTAT/MME_DNPD

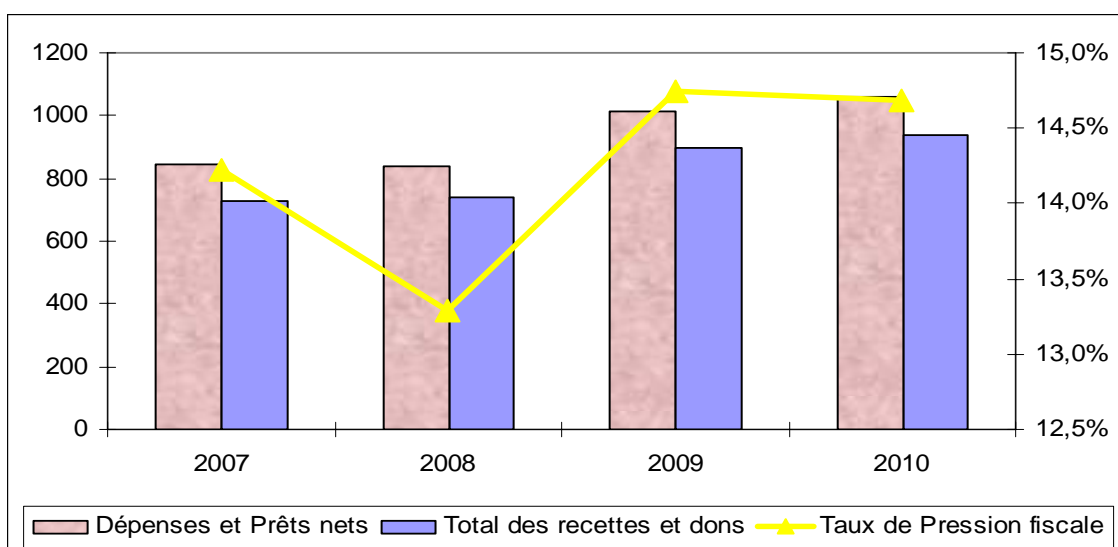
2.2.4. Finances publiques

40. L'un des axes majeurs de la stratégie gouvernementale en matière de réformes économiques et financières a été la viabilité des opérations financières de l'Etat. La politique de l'Etat en la

matière a visé l'assainissement des finances publiques par la maîtrise de l'ensemble des dépenses courantes et l'élargissement de la base de l'assiette imposable.

41. Les recettes totales et dons sont ressortis à 940,1 milliards de FCFA en 2010 contre 728,8 milliards en 2007, soit une croissance moyenne annuelle de 4,0%. Elles sont impulsées par les recettes fiscales qui ont enregistré une croissance moyenne de 9,9% par an.
42. Les dépenses totales et prêts nets sont ressortis à 1061,6 milliards de FCFA en 2010 contre 845,5 milliards en 2007, soit un taux de croissance moyen de 3,0%.
43. Le déficit base ordonnancement dons exclus est passé de 275,6 milliards de FCFA en 2007 à 255,2 milliards en 2010. Par rapport au PIB, il représentait 8,0% en 2007 et 5,5% en 2010, soit une dégradation de 2,5 points de pourcentage. Dons inclus, il est ressorti à 116,7 milliards en 2007 pour atteindre 121,5 milliards en 2010, soit 3,0% du PIB.

Graphique 7 : Evolution des indicateurs de finances publiques (en mrd de FCFA et en %)



Source : DNTCP/MME_DNPD

2.2.5. Dette publique

44. Les bonnes performances macroéconomiques ont permis au Mali d'être admis à l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) en 1998 et de bénéficier effectivement des allègements de dette à partir de 2000. Ainsi en 2009, le Mali a mobilisé des ressources PPTE de l'ordre de 13,0 milliards de FCFA. Ces ressources proviennent des économies réalisées sur le service de la dette. Elles ont servi à financer des dépenses de réduction de la pauvreté dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures rurales entre autres.
45. Au 31 décembre 2010, l'encours total de la dette extérieure du Mali est ressorti à 1212,3 milliards de FCFA contre 907,7 milliards en 2009 soit un accroissement de 33,6%. Cet encours est passé de 695,3 milliards en 2007 à 790,7 milliards en 2008. Il a représenté 30,5% du PIB en 2010 ; 22,9% en 2009 ; 21,3 % en 2008 ; et 20,7 % en 2007.

46. L'encours de la dette multilatérale est passé de 740,1 milliards en 2009 à 977,6 milliards en 2010 soit une hausse de 32,1%. Il était de 331,6 milliards en 2008 et 247,7 milliards en 2007.

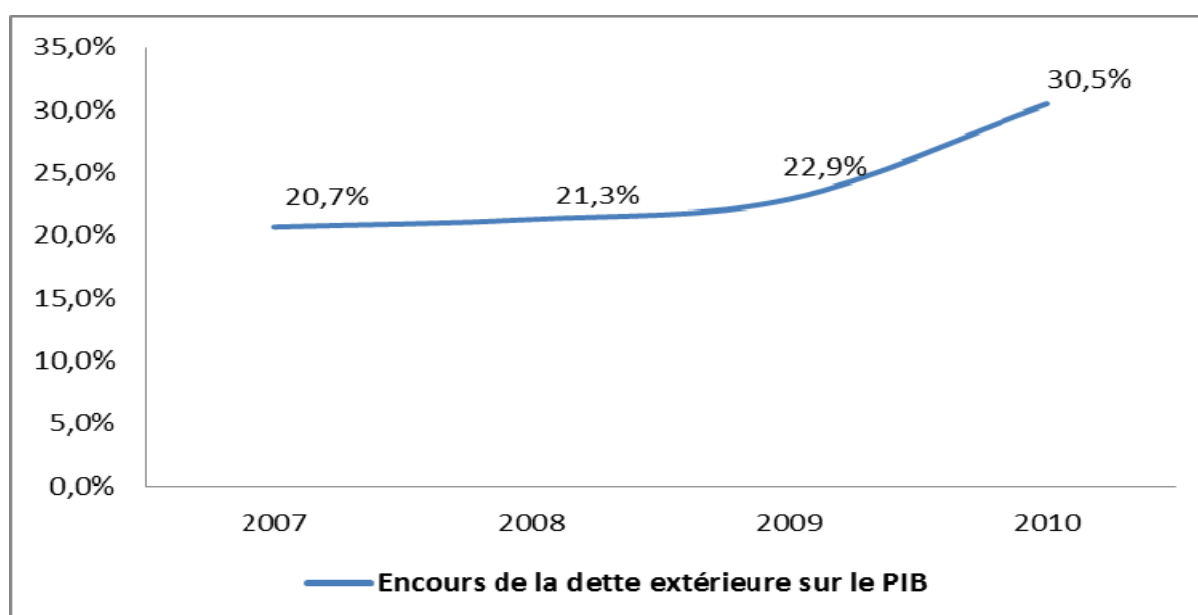
Tableau 1: Evolution du stock de la dette publique de 2007 à 2012 (en milliards de FCFA)

Année Dette	2007	2008	2009	2010	2011 (Estimation)	2012 (Prévision)
	Dette extérieure	695,3	790,7	907,7	1212,3	1193,3
- dette multilatérale	247,7	331,6	740,1	977,6	960,2	943,5
- dette bilatérale	447,6	459,1	167,6	234,7	233,1	223,2
Dette intérieure	12,5	42,3	63,5	203,4	160,5	86,6
- Bons du Trésor :						
- Bons à 12 mois	-	-	-	51,5	42,0	-
- Obligations du Trésor						
- Obligation à 5 ans	-	-	21,1	64,4	50,7	36,9
- Obligations à 10 ans	-	32,2	32,2	32,2	28,2	24,1
Avances statutaire BCEAO	12,5	10,1	7,7	5,2	2,6	-
- Autres dettes intérieures	-	-	2,5*	50,1*	37,0	25,6
Dette publique	707,8	833,0	971,2	1415,7	1353,8	1253,3
<i>Pour mémoire</i>						
PIB	3424,5	3912,8	4232,9	4637	5104,6	5469,5
Recettes budgétaires	509,4	540,6	653,2	727,7	779	884,6
Exportations de biens et service	926,4	1142,8	1004,8	1158,3	1322,6	1464,9

Source : DGDP/INSTAT/DNPD/DNTCP

47. L'encours de la dette extérieure en pourcentage du PIB se présente dans le graphique ci-dessous :

Graphique 8 : Evolution de l'encours de la dette extérieure en % du PIB

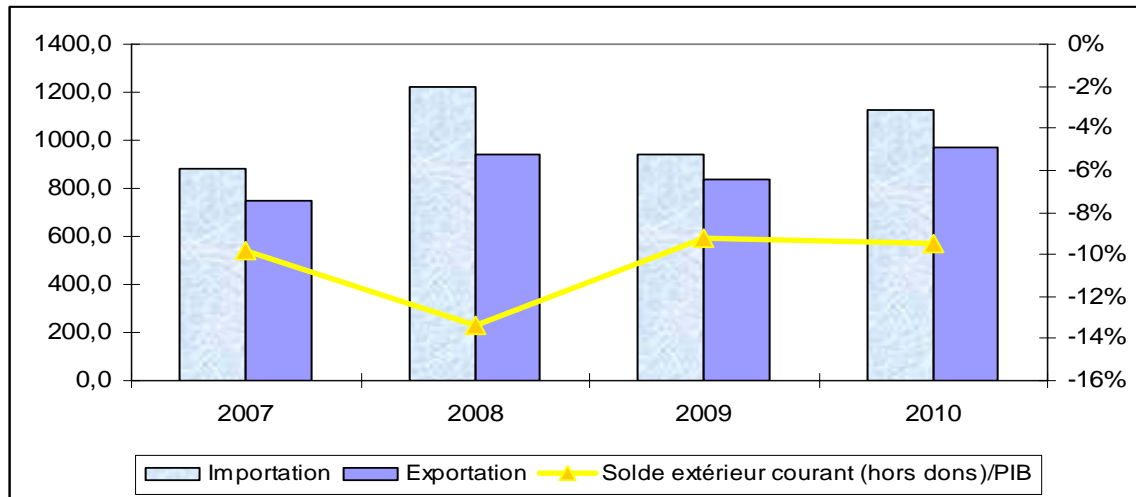


Source : DGDP/MME_DNPD

2.2.6. Balance des paiements

48. Les exportations du Mali concernent principalement l'or et le coton qui représentent plus de 80% des exportations. L'exportation de ces produits a augmenté au cours de la période 2007 à 2010. Ainsi, les exportations totales sont passées de 745,9 milliards de FCFA en 2007 à 969,8 milliards de FCFA en 2010, soit une hausse moyenne de 5% entre 2007 et 2010.
49. Concernant les importations, elles sont dominées par les produits pétroliers, les produits chimiques et pharmaceutiques, les matériaux de construction, les machines et véhicules. Ces produits représentent plus de 70% des importations totales. Elles ont progressé annuellement de 7% en moyenne, passant de 884,7 milliards de FCFA en 2007 à 1125,4 Milliards de FCFA en 2010.
50. Le déficit du compte des transactions courantes hors transferts officiels est passé de 335,3 milliards de FCFA en 2007 à 439,1 milliards de FCFA en 2010. Il a représenté en moyenne 10,5% du PIB au cours de la période sous revue.
51. Le solde global de la balance des paiements du Mali s'est amélioré en moyenne ces dernières années à l'exception des années 2008 et 2010 où il a été négatif (respectivement -33,3 milliards de FCFA et -20,5 milliards de FCFA). Il a représenté en moyenne 3,2% du PIB entre 2007 et 2010.

Graphique 9 : Evolution des indicateurs des échanges extérieurs (en mrd de FCFA et en %)



Source : BCEAO/MME_DNPD

2.2.7. Situation de la convergence

52. Le Mali a, en moyenne, respecté tous les critères de premier rang de l'UEMOA entre 2007 et 2010, excepté le taux d'inflation (3,5% en moyenne) induit par la forte hausse des prix enregistrés en 2008. S'agissant de ceux du second rang, seuls la pression fiscale (14,2% en moyenne) et le déficit extérieur courant en pourcentage du PIB (10,5% en moyenne) n'ont pas été respectés entre 2007 et 2010.

53. En définitive, malgré les difficultés conjoncturelles liées à l'environnement international défavorable, la croissance économique du Mali est ressortie à 4,9% en moyenne sur les quatre premières années de mise en œuvre du CSCR. Cette performance est imputable aux efforts du gouvernement en matière de rationalisation des finances publiques et à l'appui des Partenaires Techniques et Financiers dans le domaine du financement des investissements. Les performances pourraient s'améliorer à l'avenir si ces efforts sont soutenus.

Tableau 2 : Critère de convergence de l'UEMOA

	2007	2008	2009	2010	2007-2010
Critères de convergence UEMOA	<i>Réal</i>	<i>Réal</i>	<i>Réal</i>	<i>Réal</i>	
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire de base / PIB m	0,2%	1,4%	2,1%	2,0%	1,4%
Taux d'inflation (IHPC Bamako) (défini exog.)	1,4%	9,2%	2,2%	1,2%	3,5%
Ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure / PIB m	20,7%	21,3%	22,6%	20,6%	21,3%
dont: encours dette extérieure / PIB m	0	0	0	0	0
Variation des Arriérés de paiement intérieurs (en mrd. FCFA)	0	0	0	0	0
Variation des Arriérés de paiement extérieurs (en mrd. FCFA)	0	0	0	0	0
Critères de second rang					
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	33,4%	35,7%	34,2%	34,0%	34,3%
Ratio investissem. publics financés sur ress. internes sur rec. fisc. 2/	34,5%	25,0%	24,4%	26,3%	27,5%
Ratio déficit extérieur courant hors transferts publics / PIB m	9,8%	13,4%	9,3%	9,5%	10,5%
Taux de pression fiscale (= Recettes fiscales / PIB m)	14,2%	13,3%	14,7%	14,7%	14,2%

3. CADRAGE MACROECONOMIQUE

3.1. Hypothèses de projection

54. Les hypothèses du cadrage macroéconomique reposent sur celles des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI ainsi que sur les secteurs porteurs de l'économie malienne sur la période 2012-2017.

55. On distingue les hypothèses générales qui demeurent identiques pour tous les scénarii et des hypothèses spécifiques qui varient d'un scénario à l'autre.

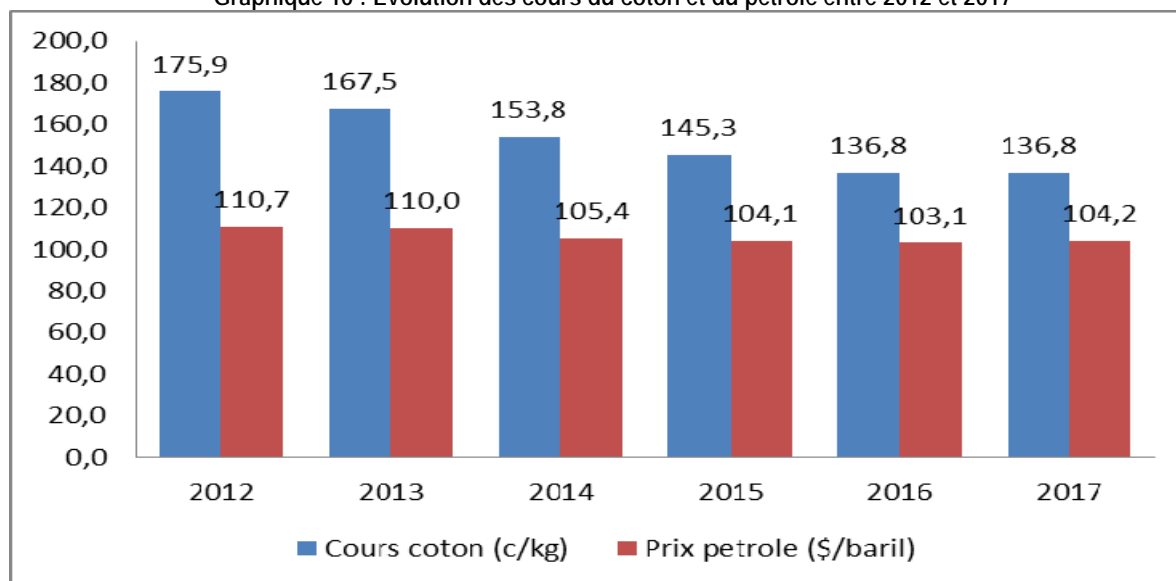
3.1.1. Hypothèses générales

Pour l'environnement international, les hypothèses indiquent une amélioration continue des cours de l'or sur la période 2012-2017 et un ralentissement du prix du pétrole à partir de 2013.

En effet, les cours de l'or devraient graduellement augmenter pour atteindre 1675,6 dollars en 2017, après 1459,4 dollars l'once en 2012.

Quant au coton, ses cours devraient évoluer à la baisse en passant de 175,9 c/kg en 2012 à 136,8 c/kg en 2017.

Graphique 10 : Evolution des cours du coton et du pétrole entre 2012 et 2017



Source : FMI/BCEAO/MME_DNPD

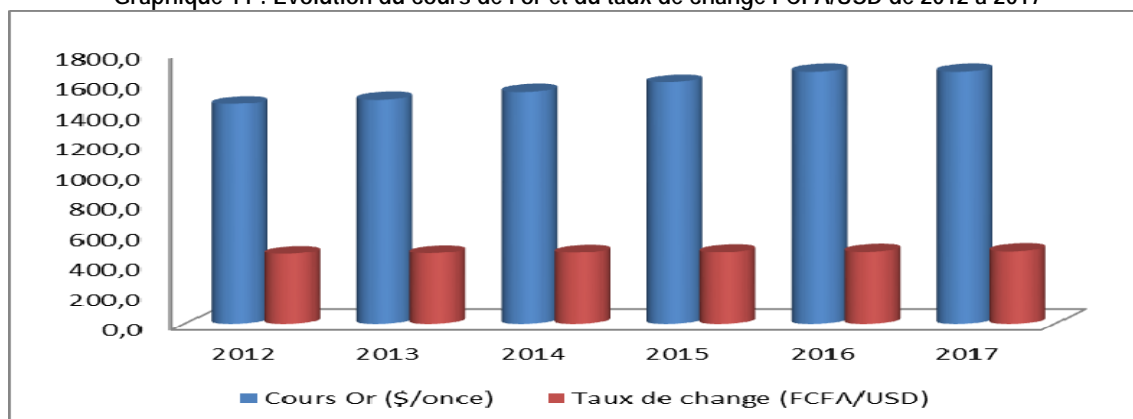
Pour ce qui concerne le pétrole, son cours subira une tendance baissière en passant de 110,7 à 104,2 \$/baril de 2012 à 2017.

L'inflation mondiale, mesurée par l'indice des prix à l'exportation des produits manufacturés des sept principaux pays industrialisés (Manufactures Unit Value - MUV), enregistrerait une croissance annuelle de 1,2% de 2012 à 2015 et de 2,1% de 2016 à 2017.

Une dépréciation d'environ 0,7% en moyenne du FCFA par rapport au dollar est prévue sur toute la période.

Un objectif de couverture des besoins d'importations du pays par les avoirs extérieurs d'au moins quatre (4) mois.

Graphique 11 : Evolution du cours de l'or et du taux de change FCFA/USD de 2012 à 2017



Source : FMI/BCEAO/MME_DNPD

3.1.2. Hypothèses spécifiques

Les hypothèses spécifiques sur l'économie nationale sont relatives aux secteurs porteurs qui sont le riz, le coton, l'agroalimentaire, l'élevage, le textile, l'or, l'eau et l'électricité, les BTP, etc.

Elles sont définies selon qu'il s'agisse du scénario de base (tendanciel) ou du scénario optimiste (CSCR III).

3.1.2.1. Hypothèses du scénario de base

Le taux de croissance de l'agriculture vivrière hors riz est projeté comme la moyenne mobile sur les trois dernières années en tenant compte de la fluctuation induite de la pluviométrie. Il ressortirait en moyenne de 6,8% sur la période 2012-2017.

S'agissant du riz, son taux de croissance s'établirait à 5,8% en 2012 et 2013, 5,6% en 2014, 6,5% en 2015 et 7,0% sur le reste de la période.

Le coton, pour sa part, devrait passer de 4,0% en 2012 à 6,1% en 2014. Il passerait de 6,2% en 2015 et 7,0% en 2017.

Une croissance de 4,3% de la production de l'élevage est prévue en 2012, 4,0% en 2015 et 3,0% sur le reste de la période.

Les produits de l'extraction enregistreraient une croissance de 10% de 2012 à 2013, -2,0% de 2014 à 2015 et une croissance de 0,2% en 2016 et 0,7% en 2017.

Cette prévision des produits de l'extraction s'explique notamment par l'embellie du cours de l'or sur le marché international, la mise en œuvre du Programme de Développement du Secteur Minier, l'entrée en production de nouvelles mines d'or ainsi que la politique volontariste qui sera menée par le Ministère des Mines sur la période 2012-2017.

Le taux de croissance de la production d'électricité et de l'eau est projeté à 9,4% en 2012 à 10,0% de 2013 à 2015 et à 10,1% sur le reste de la période. Cette projection est en relation avec la volonté d'augmenter les taux de desserte au regard des investissements en cours en matière d'électrification rurale.

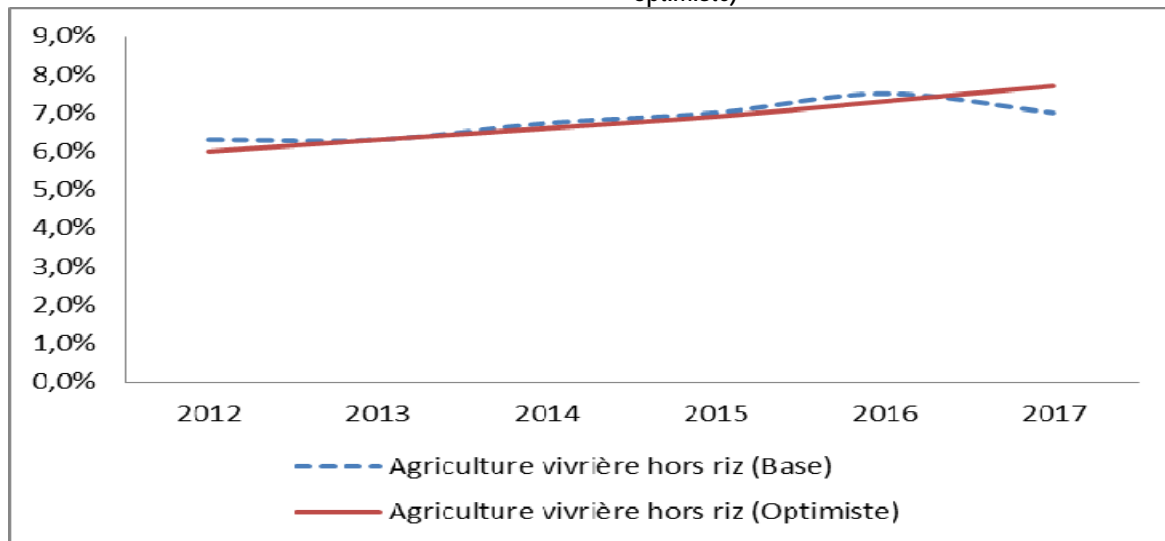
3.1.2.2. Hypothèses du Scénario optimiste

Le CSCR III ambitionne d'atteindre un taux de croissance économique de 7,0% en 2017. Cet objectif de croissance économique s'appuie sur des hypothèses volontaristes notamment la poursuite de la stratégie de valorisation du potentiel agro-pastorale, le renforcement du programme d'investissement en infrastructures de base, la promotion du secteur privé et l'investissement dans les ressources humaines.

Au niveau du secteur primaire, les hypothèses sous-tendent le développement du potentiel agro-pastoral comme vecteur d'une croissance plus forte et d'une sécurité alimentaire assurée. La mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole, la mise en valeur des potentialités agricoles et agroalimentaires dans la zone Office du Niger, la poursuite de l'initiative riz, etc. vont contribuer à atteindre un taux de croissance de 6,8% du secteur primaire à l'horizon 2017.

L'agriculture, considérée comme le levier de la croissance du secteur primaire, sera tirée par sa composante agriculture vivrière hors riz avec une croissance économique de 7,7% en 2017.

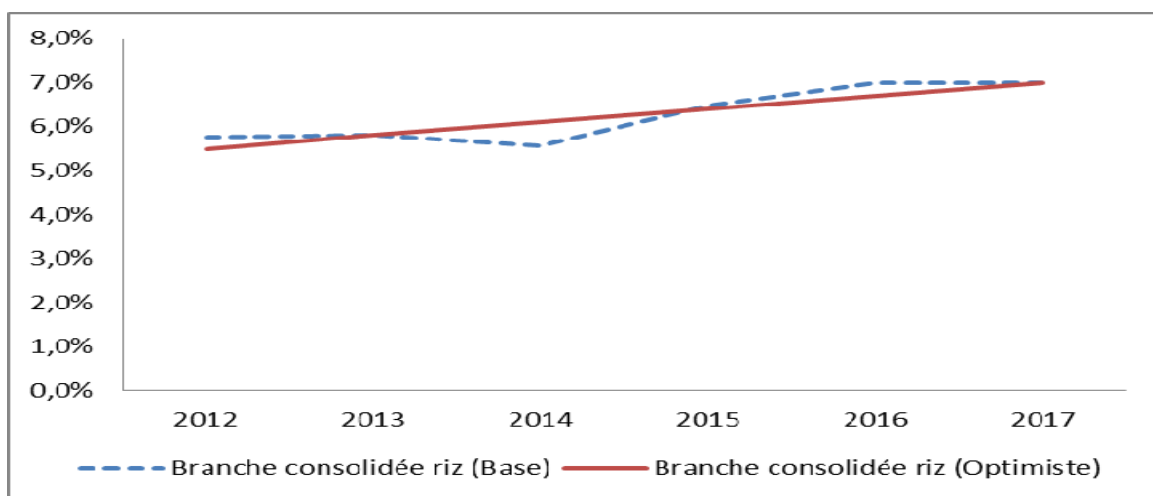
Graphique 12 : Evolution du taux de croissance de l'agriculture vivrière hors riz (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

S'agissant de la branche consolidée du riz, son taux de croissance a été porté à 7,0% sur la même année, en ligne avec les actions susmentionnées.

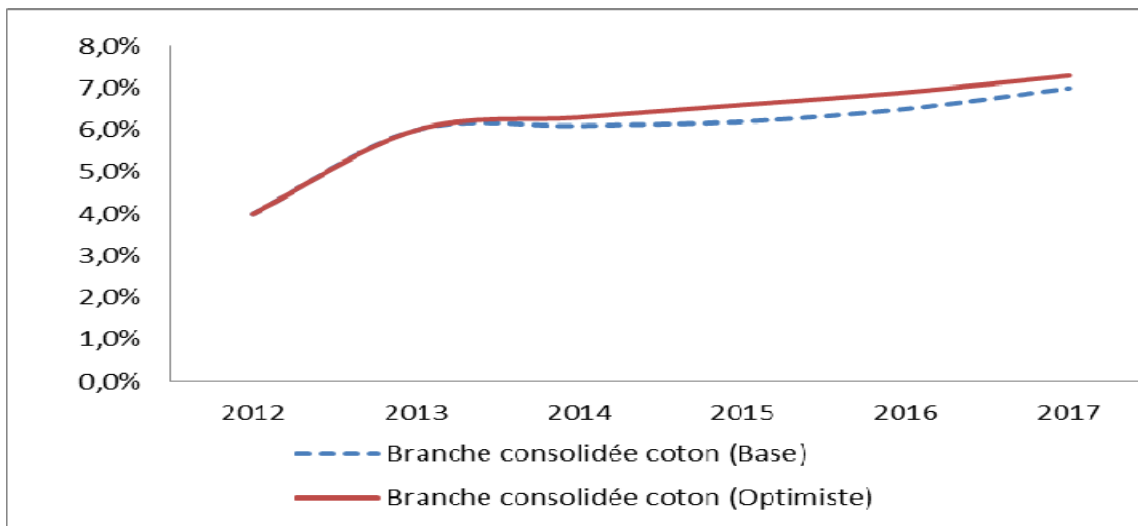
Graphique 13 : Evolution du taux de croissance de la production de riz (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

La production cotonnière devrait enregistrer un taux de croissance de 7,3% en 2017, à la faveur des réformes de la privatisation et d'un soutien de l'Etat au secteur agricole par le biais de subventions des intrants agricoles.

Graphique 14 : Evolution de la production de coton (scénario de base et scénario optimiste)

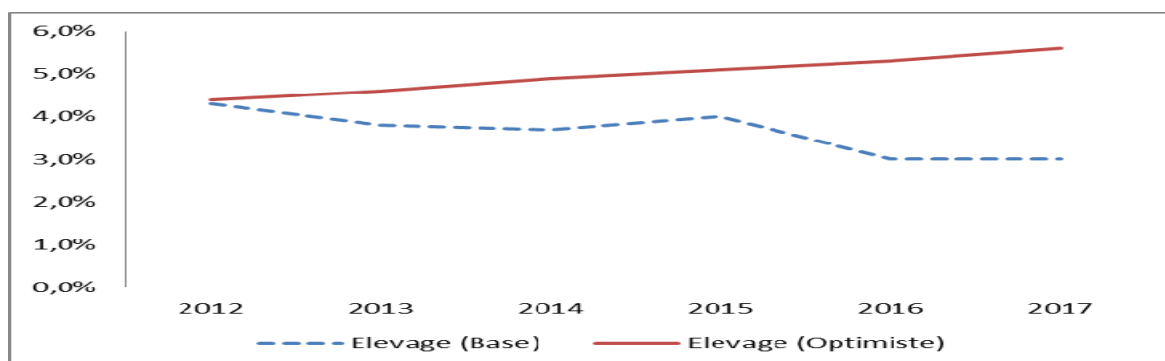


Source : INSTAT/MME_DNPD

L'élevage est l'un des sous secteurs porteurs pour l'économie malienne. Il contribue à l'amélioration des revenus des populations rurales et occupe une place importante dans l'économie malienne. Le Gouvernement du Mali a initié le Cadre d'Orientation de la Politique du Développement de l'élevage qui s'inscrit dans le Schéma Directeur du Secteur du Développement Rural et qui cadre avec les orientations du CSCR 2012-2017. Ces différentes dispositions prises par le Gouvernement visent à lever les contraintes qui pèsent sur l'élevage et à faire de lui un vrai facteur de développement et de croissance économique.

Le taux de croissance de ce sous-secteur ressortirait à 5,6% en 2017. Cette croissance sera imputable à la poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale de développement de l'élevage et de nouvelles opportunités d'exportation du cheptel malien en direction d'autres pays de la sous-région tels que le Togo, le Ghana, le Libéria, le Nigeria, la Guinée.

Graphique 15 : Evolution du PIB de l'élevage (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

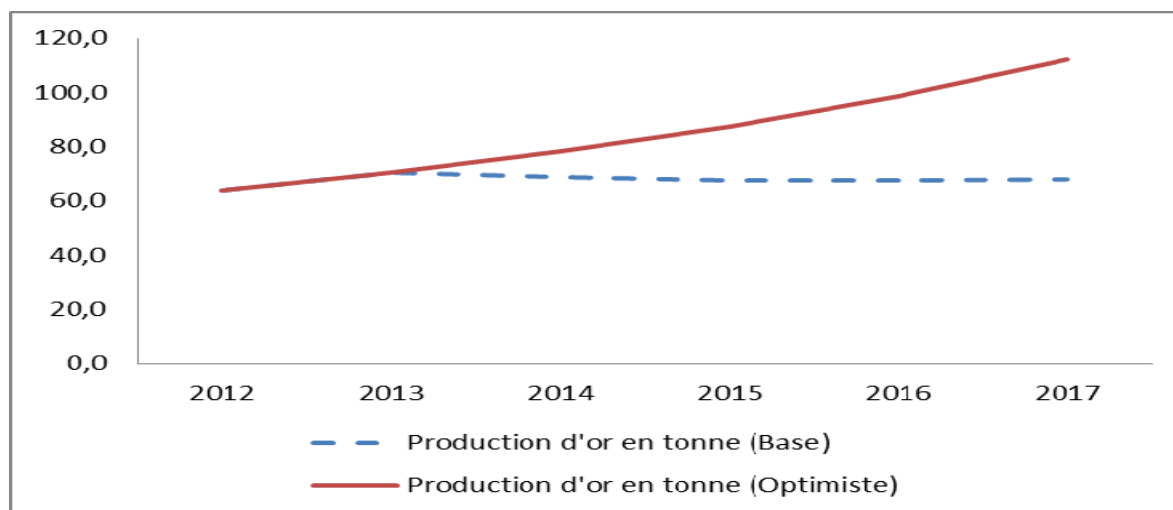
La poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la pêche et de la pisciculture va contribuer à atteindre un taux de croissance de 4,7% pour la pêche et la pisciculture à l'horizon 2017. Cet objectif devrait être atteint en raison de la poursuite de la mise en œuvre des politiques et stratégies des secteurs Pêche et Pisciculture.

Le secteur minier devrait afficher un taux de croissance de 13,7% en 2017. Cet optimisme est lié à la bonne tenue des cours de l'or sur le marché international mais aussi aux nombreuses recherches effectuées dans le secteur devant aboutir à la découverte et à l'exploitation d'autres types de minerais.

Cadragre macroéconomique CSCR 2012-2017

A cet égard, les perspectives d'exploitation du fer, du manganèse, du phosphate voire du pétrole seraient prometteuses au Mali. A cela, il convient d'ajouter la production du ciment par les usines notamment DIAMON CIMENT.

Graphique 16 : Evolution de la production d'or (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

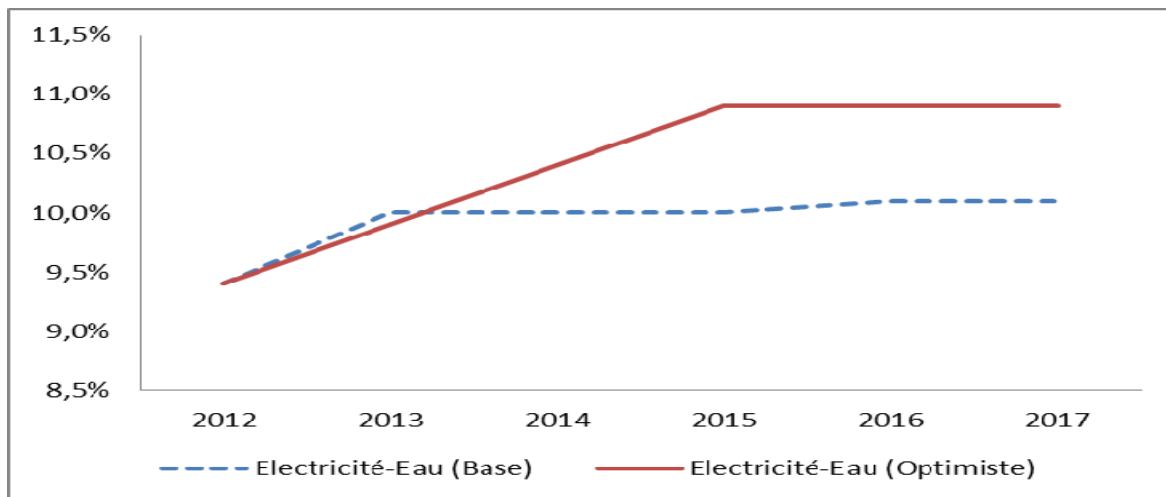
En ce qui concerne l'eau, le Gouvernement du Mali a adopté en février 2006 la Politique Nationale de l'Eau en vue d'apporter des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, dans le respect d'une gestion durable des ressources en eau. C'est dans cet esprit qu'il a été réalisé la Carte de l'eau et le Plan National d'Accès à l'Eau Potable 2004-2015, assorti d'un Programme d'Investissement de 400 milliards de FCFA en vue de l'atteinte des OMD.

Suite à l'élaboration du Programme Sectoriel Eau Potable et Assainissement (PROSEA), axé sur le Budget Programme par Objectifs (BPO), assorti de Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), sur la base des politiques, stratégies et plans d'actions sectoriels, une première mouture (CDMT 2008-2010) a été esquissée en 2007 dans les perspectives d'atteinte, à court terme, des objectifs du PDES à l'horizon 2012 et à moyen terme ainsi que ceux des OMD à l'horizon 2015.

S'agissant de l'électricité, le Mali, à travers sa politique énergétique adoptée depuis mars 2006, ambitionne de réaliser un développement durable à travers la fourniture de services énergétiques accessibles au plus grand nombre, à moindre coût et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.

Ainsi, le taux de croissance de la production de l'électricité et de l'eau s'afficherait à 10,9% en 2017, en relation avec la poursuite des efforts susmentionnés.

Graphique 17 : Evolution du taux de croissance de la production d'eau et électricité (entre le scénario de base et le scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

En considérant que c'est la branche « Bâtiments, Travaux publics » (toutes infrastructures confondues) qui draine la quasi-totalité des investissements, la production de cette branche devrait connaître un taux de croissance de 9,6% sur la même année, en liaison avec la poursuite des grands chantiers, de construction d'infrastructures hydrauliques, de transport et hospitalière entrepris par les autorités du pays.

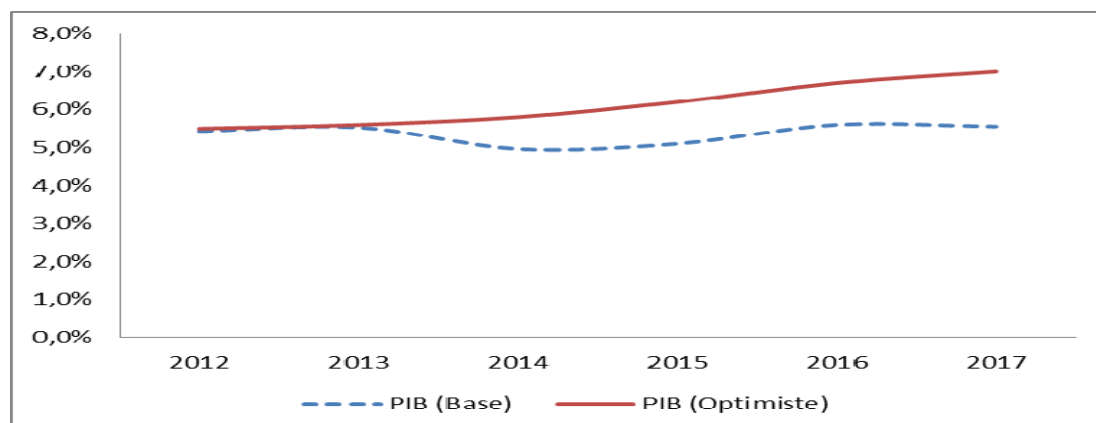
3.2. Principaux Résultats du Cadrage macroéconomique

3.2.1. Analyse des résultats du scénario optimiste (correspondant au scénario du CSLP-III)

3.2.1.1. Croissance

Sur la base des hypothèses du scénario optimiste, le taux de croissance moyen attendu serait de 6,1% sur la période 2012-2017 contre 4,9% réalisé entre 2007 et 2010.

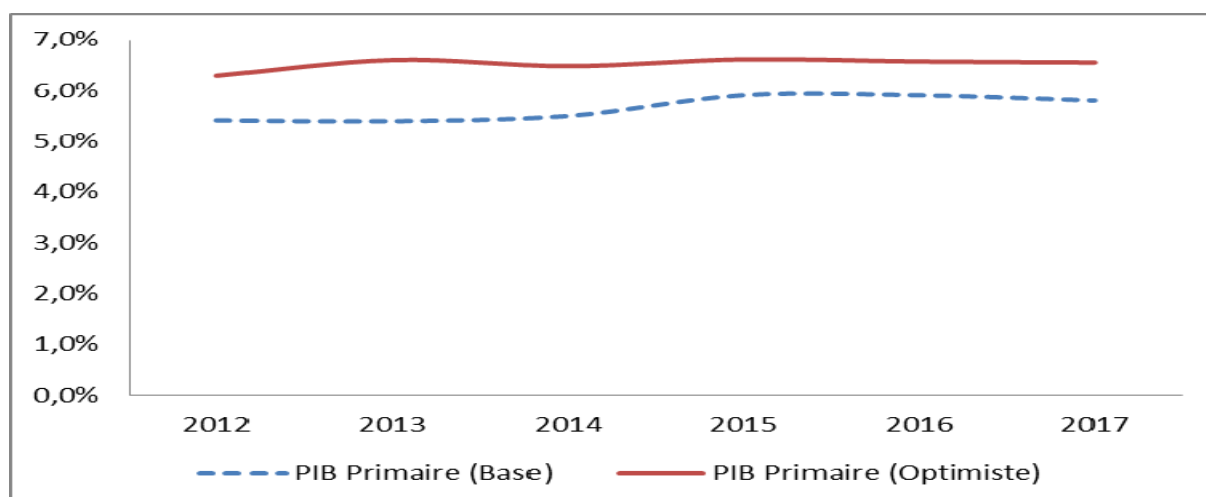
Graphique 18 : Evolution du PIB (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

La croissance du secteur primaire ressortirait à 6,0% en moyenne sur la période 2012-2017 pour le scénario optimiste contre 5,7% pour le scénario de base. Cette prévision reposerait principalement sur l'agriculture vivrière hors riz, les branches consolidées du riz et du coton, en ligne avec les effets induits par les grands chantiers d'aménagement agricoles.

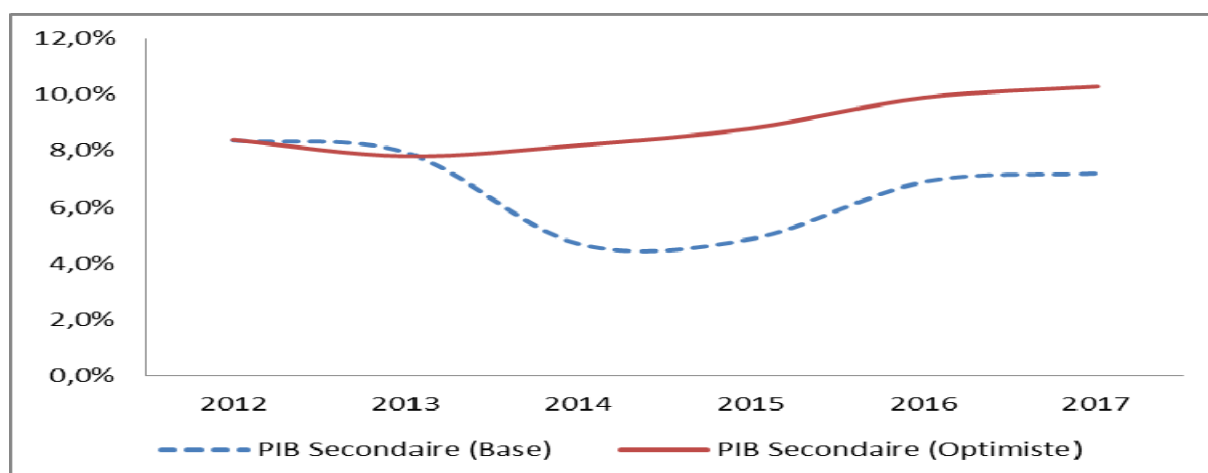
Graphique 19 : Evolution du taux de croissance du secteur primaire (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

Dans le secondaire, la croissance moyenne ressortirait à 8,9% de 2012 à 2017 pour le scénario optimiste contre 6,7% pour le scénario de base. Il serait dominé principalement par les branches de l'industrie textile, les produits de l'extraction, l'électricité eau, les industries manufacturières et les BTP. Ces performances seront liées à la mise en œuvre des réformes du secteur coton, à la bonne tenue du prix de l'or, aux investissements prévus dans l'électrification rurale, la cimenterie et la sucrerie.

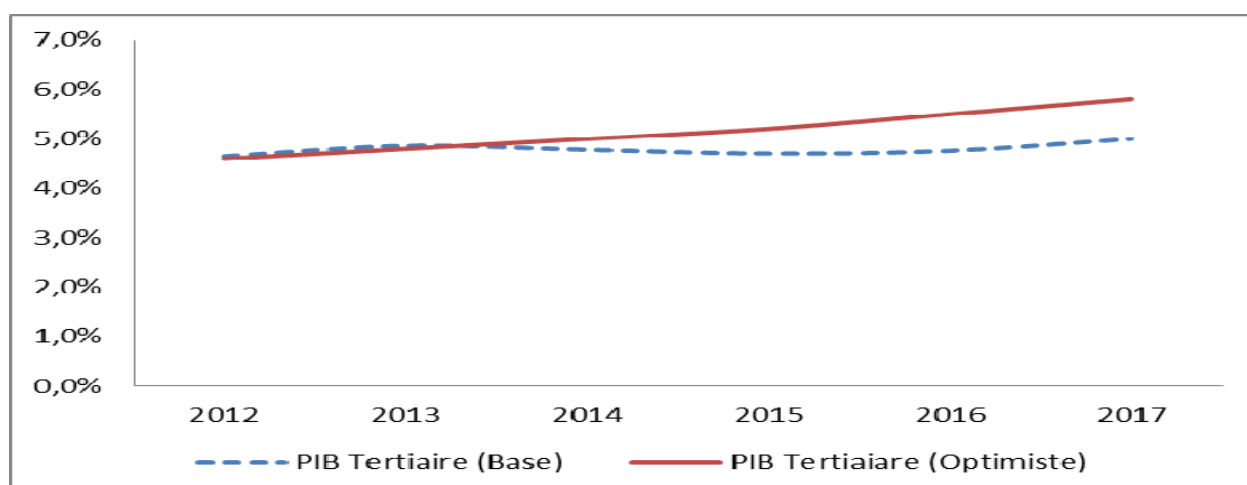
Graphique 20 : Evolution du taux de croissance du secteur secondaire (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

Quant au tertiaire, la croissance moyenne attendue serait de 5,2% sur la période du CSCRП III contre 4,8% pour le scénario de base, sous l'impulsion essentiellement du commerce et des transports et télécommunications qui se ressentent du dynamisme des secteurs primaire et secondaire.

Graphique 21 : Evolution du taux de croissance du secteur tertiaire (scénario de base et scénario optimiste)



Source : INSTAT/MME_DNPD

3.2.1.2. Investissement

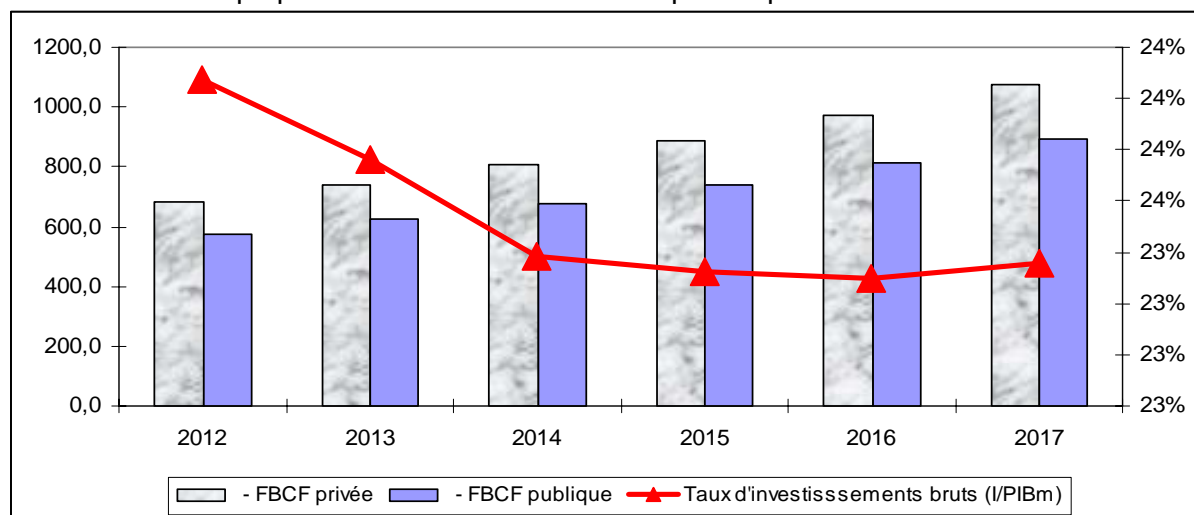
Le taux d'investissement net (FBCF/PIB) augmenterait graduellement pour se situer en moyenne à 22,5% pour le CSCRП III, en amélioration par rapport au niveau enregistré entre 2007 et 2010 (19,8%). Cette hausse est induite par une amélioration du taux d'investissement privé qui atteindrait 12,3% sur la période 2012-2017 contre 10,8% entre 2007 et 2010. Dans le même temps, le taux d'investissement public ressortirait à 10,3% sur la période du CSCRП III contre 9,0% réalisé entre 2007 et 2010.

Les investissements publics seront soutenus par les grands chantiers inscrits dans les projets et programmes ci-après :

- l'entretien courant des routes 2004-2014, pour un montant de 18,6 milliards de FCFA ;
- la construction des entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire 2008-2015, pour un montant 1,3 milliard de FCFA ;

- le projet de construction de l'autoroute Bamako Ségou 2011-2016, pour un montant 99,7 milliards de FCFA ;
- le projet d'aménagement en deux fois deux voies du boulevard du 22 octobre 2011-2013, pour un montant de 9,5 milliards de FCFA ;
- l'acquisition réparation d'engins lourds 2010-2013, pour un montant de 1,2 milliard de FCFA ;
- le Projet de bitumage Gorma Coura – Tombouctou 2011-2013, pour un montant de 62,5 milliards de FCFA ;
- le Programme Sectoriel des Transports (PST-II), 2008-2013 ;
- le programme de croissance économique accéléré, 2004-2013, pour un coût de 62,7 milliards de FCFA ;
- le projet de construction de la route Bourème – Kidal 2011-2013, pour un coût de 300 millions de FCFA ;
- la construction de la voie d'accès à la cité universitaire de Kabala 2012-2013, pour un montant de 2,0 milliards de FCFA ;
- l'aménagement du Bretel de Kadiolo 2012-2014, pour un montant de 2 milliards de FCFA ;
- l'Aménagement de Taoussa (2009-2013) pour 104 milliards de FCFA ;
- les prospections pétrolières.

Graphique 22 : Evolution de l'investissement public et privé entre 2012 et 2017



Source INSTAT/MME_DNPD

3.2.1.3. Finances publiques

En matière de finances publiques, la politique de l'Etat serait impulsée à moyen terme par les activités prévues dans le Programme d'Action Gouvernementale d'Amélioration et de Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP). Ceci se traduirait par le renforcement des efforts d'assainissement des finances publiques à travers la maîtrise des dépenses et une plus grande mobilisation des recettes intérieures.

Les résultats du scénario optimiste font ressortir un niveau des recettes totales de 1738,7 milliards de FCFA en 2017 contre 972,2 milliards de FCFA en 2012, soit un taux de progression moyen annuel de 12,6%. Les recettes fiscales augmenteraient en moyenne annuelle de 13,1%. Elles représenteraient 87,8% des recettes totales en 2017 contre 86,0% en 2012. Ainsi, le taux de pression fiscale s'améliorerait graduellement en passant de 15,9% en 2012 à 19,0% en 2017. La norme communautaire serait respectée à partir de 2013 où le taux de pression fiscale atteindrait 17,0%. La mise en œuvre effective des mesures consignées dans le PAGAM/GFP et dans le programme de transition fiscale demeurent la condition nécessaire pour l'atteinte de cet objectif.

Cadragre macroéconomique CSCR 2012-2017

Les dépenses totales et prêts nets augmenteraient au rythme annuel moyen de 8,4% pour atteindre 2197,5 milliards de FCFA en 2017. Pour sa part, la masse salariale passerait de 306,8 milliards de FCFA en 2012 à 506,7 milliards en 2017, soit un taux de croissance moyen de 11,1%. Elle se situerait en moyenne à 34,2% des recettes fiscales entre 2012 et 2017, après 34,3% entre 2007 et 2010.

Le solde budgétaire de base en pourcentage du PIB ressortirait en moyenne à 1,9% pour le scénario du CSCR III contre 1,40% entre 2007 et 2010.

3.2.1.4. Dette publique

Au regard des perspectives économiques et financières, la dette publique du Mali serait viable au moins jusqu'en 2020 autrement dit le taux d'endettement public ne doit pas excéder 70% du PIB et le ratio du service de la dette publique rapporté aux recettes budgétaires ne devrait pas dépasser 30%.

De ce fait, la mise en œuvre effective de la politique d'endettement à long terme et la poursuite d'une stratégie financière prudente privilégiant la mobilisation des dons, des emprunts extérieurs concessionnels et des emprunts intérieurs exclusivement réservés au financement des projets hautement rentables devraient permettre de maintenir la dette publique à un niveau soutenable. Toutefois, les bonnes performances macroéconomiques et la bonne gouvernance politique, économique et financière permettraient de relever la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali et accroître ainsi les marges de manœuvre du pays en matière d'endettement extérieur.

Les orientations globales de l'Etat en matière d'emprunts et de gestion de la dette visent à assurer la viabilité de la dette, à payer régulièrement le service de la dette à court, moyen et long terme et à réaliser les objectifs de coûts et de risques de l'Etat.

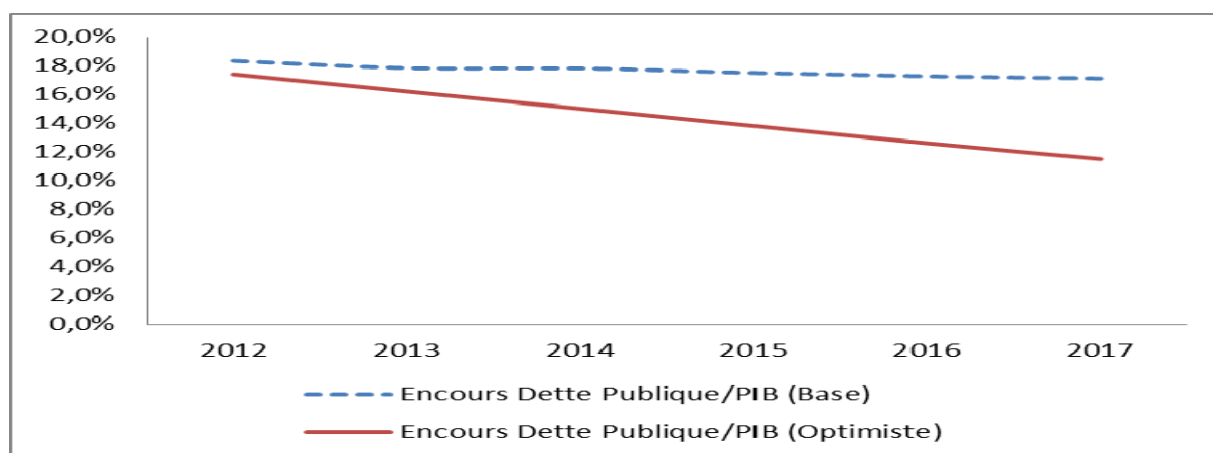
Les bonnes performances macroéconomiques ont permis au Mali d'être admis à l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) en 1998 et de bénéficier effectivement des allègements de dette à partir de 2000.

Les dispositions et négociations en cours devraient permettre à terme de centraliser la gestion de la dette intérieure au niveau d'une structure unique chargée de la dette publique afin de la rendre plus efficace, d'ores et déjà à l'initiative des institutions de Bretton Woods, le gouvernement a entrepris il y a quelques mois, le recensement de la dette intérieure.

A l'issue de cet exercice, le pays aura la situation de ses engagements vis-à-vis des différents créanciers constitués en grande partie des banques et des opérations minières (crédits TVA). Selon le niveau de l'encours et des différents échéanciers, un plan de remboursement sera élaboré.

Ainsi le ratio de l'encours de la dette publique sur le PIB serait de 14,4% sur la période 2012-2017 contre 21,3% sur la période 2007-2010.

Graphique 23 : Evolution de l'encours de la dette publique en pourcentage du PIB entre 2012 et 2017



Source : DGDP/MME_DNPD

3.2.1.5. Balance des Paiements et situation monétaire

Le cadrage prévoit une croissance moyenne annuelle de 15,4% des exportations et 10,9% des importations, en liaison avec les évolutions de la production des principaux produits d'exportations (notamment or, fruits, légumes, oléagineux, animaux, coton) et de leurs cours sur le marché international. Ainsi, le déficit commercial moyen représenterait 0,8% du PIB contre 4,3% sur la période 2007-2010.

Le solde des transactions courantes hors transferts publics est attendu en moyenne à -8,1% du PIB, soit une amélioration de 2,4 points de pourcentage par rapport au niveau enregistré entre 2007 et 2010. Cette évolution serait en relation avec l'amélioration du solde commercial sur la période.

Les avoirs extérieurs nets évolueraient au rythme annuel moyen de 17,8 milliards de FCFA pour s'établir à 20,4 milliards de FCFA en 2017 contre 16,0 milliards de FCFA en 2012.

En outre, les crédits à l'économie seraient de 1656,9 milliards de FCFA en 2017 contre 1021,8 milliards en 2012, soit une progression moyenne de 8,9%.

Quant à la position nette du gouvernement, elle passerait de -109,2 milliards de FCFA en 2012 à -4,0 milliards de FCFA en 2017.

En conséquence, la masse monétaire progresserait annuellement de 8,5% pour atteindre 2442,2 milliards en 2017 contre 1611,3 milliards de FCFA en 2012.

3.3. Analyse comparative

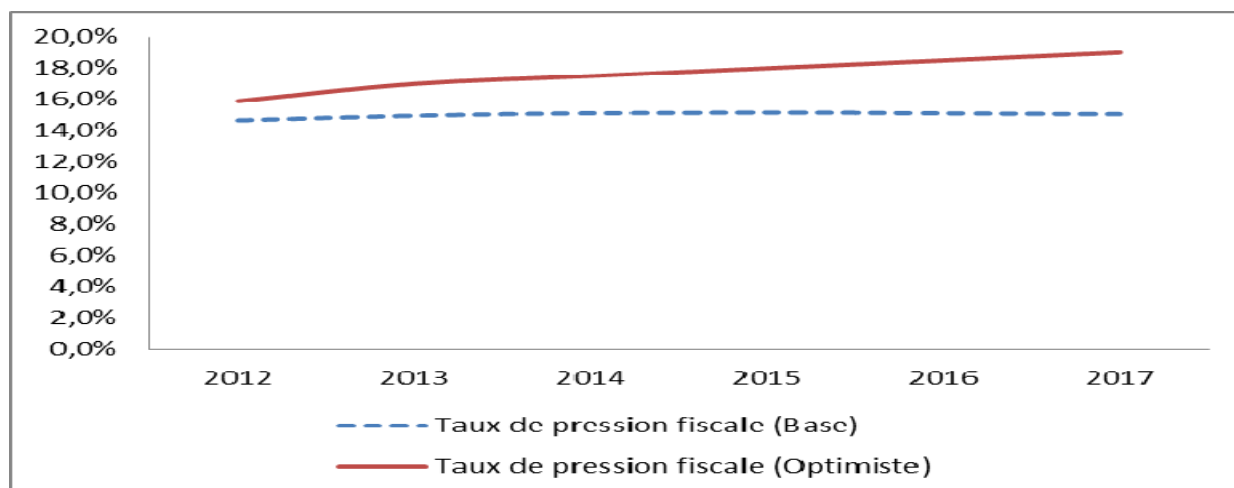
Le scénario de base, qui tente de reproduire le comportement de l'économie à politiques inchangées, conduit à un taux de croissance annuel moyen de 5,4% sur la période 2012-2017. Ceci est en phase avec la tendance récente de l'économie malienne qui a enregistré entre 2002-2011 (correspondant aux deux premières générations du CSLP) une croissance moyenne de 5,0%.

Pour le scénario optimiste, le taux de croissance serait de 7,0% en 2017 correspondant à l'objectif de croissance moyenne du CSCR de deuxième génération. Cette prévision a été faite sous l'hypothèse des performances attendues, notamment dans l'agriculture et le secteur minier.

Les finances publiques enregistreraient en moyenne sur la période 2012-2017, un solde budgétaire de base de -2,1% du PIB pour le scénario de base et 1,9% pour le scénario optimiste. Dans le scénario optimiste ce ratio qui constitue le critère clé de l'UEMOA serait respecté traduisant les efforts de l'Etat en matière d'assainissement des finances publiques.

Le taux de pression fiscale s'améliorerait graduellement pour atteindre 19,0% en 2017 dans le scénario optimiste. En effet, cet indicateur affiche en moyenne 15,0% dans le scénario de base et 17,7% dans le scénario optimiste, traduisant ainsi les efforts de recouvrement des services de recettes.

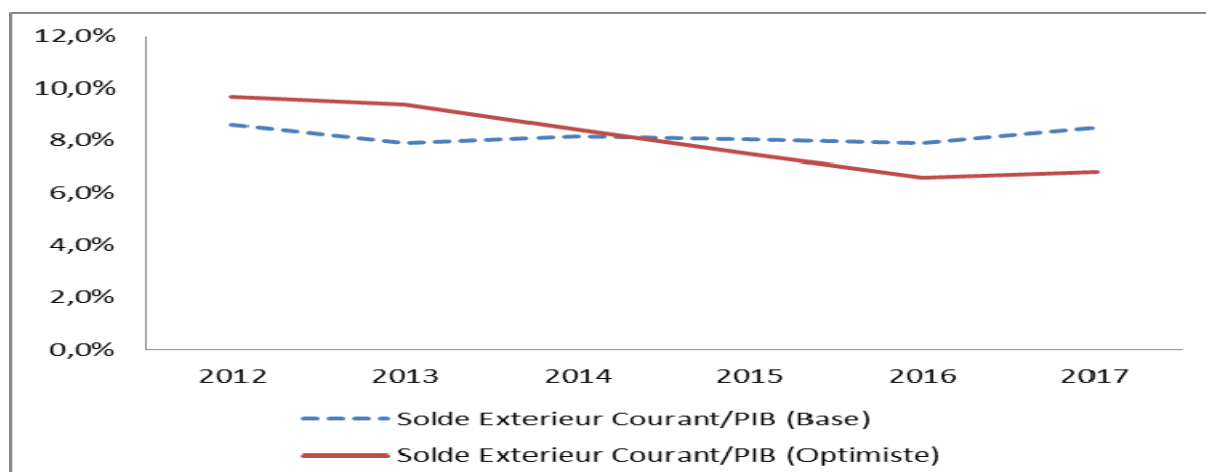
Graphique 24 : Evolution de la pression fiscale entre les deux scénarii



Source : DNTCP-ACCT/MME_DNPD

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit extérieur courant hors dons va s'améliorer en s'établissant en moyenne à 8,2% pour le scénario de base et 8,1% pour le scénario du CSLP-III. Il est à signaler que cet indicateur a été en moyenne de 9,3% durant la période 2002-2010.

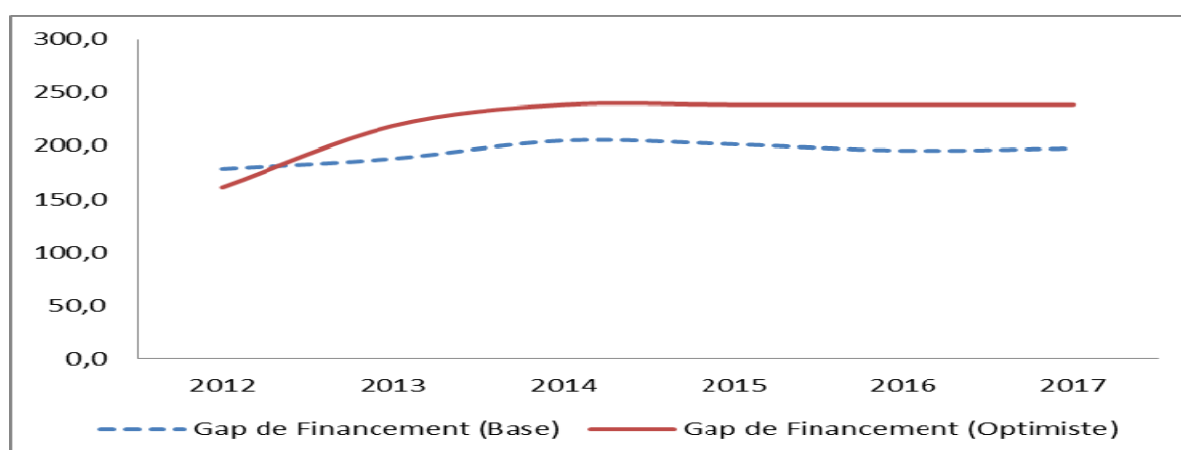
Graphique 25 : Evolution du déficit extérieur courant en % du PIB entre les deux scénarii



Source : BCEAO/MME_DNPD

Les gaps de financement dégagés au cours de la période sous revue seraient de 194,3 milliards de francs CFA pour le scénario de base et 222,3 milliards de FCFA pour le scénario optimiste.

Graphique 26 : Evolution de l'écart (Gap) de financement entre les différents scénarii



Source : MME_DNPD

La synthèse des principaux résultats de ces deux scénarii est retracée dans le tableau synoptique ci-après :

Tableau 3: Tableau comparatif des principaux résultats des scénarii du cadrage

Indicateurs	Scénario	Moyenne 2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne 2012-2017
Taux de croissance du PIB	Base	4,9%	5,3%	5,4%	5,5%	4,8%	5,0%	5,4%	5,5%	5,3%
	Optimiste	4,9%	5,3%	5,5%	5,6%	5,8%	6,2%	6,7%	7,0%	6,1%
Solde budgétaire de base hors PPTE/PIB	Base	1,4%	-2,5%	-2,6%	-2,2%	-2,2%	-2,0%	-1,9%	-2,0%	-2,1%
	Optimiste	1,4%	-0,1	1,0%	1,7%	1,8%	2,2%	2,2%	2,2%	1,9%
Déficit extérieur courant hors dons/PIB	Base	10,5%	9,0%	8,6%	7,9%	8,2%	8,0%	7,9%	8,5%	8,2%
	Optimiste	10,5%	9,0%	9,7%	9,4%	8,4%	7,5%	6,6%	6,8%	8,1%
Taux de pression fiscale	Base	14,2%	14,3%	14,7%	15,0%	15,1%	15,2%	15,1%	15,1%	15,0%
	Optimiste	14,2%	14,3%	15,9%	17,0%	17,5%	18,0%	18,5%	19,0%	17,7%

Source : MME_DNPD

En résumé, avec ce scénario optimiste/volontariste, les principaux agrégats macroéconomiques sont bien orientés. La norme de pression fiscale atteindrait 19,0% en 2017 contre 15,9% en 2012.

Conclusions et recommandations

Le cadrage macroéconomique du CSLP troisième génération, comme les deux précédents, a été produit par le Comité de Prévision et de Modélisation. C'est ce Comité qui a en charge la gestion de tous les travaux de prévision et de modélisation macroéconomique au Mali.

Les hypothèses du cadrage sur l'environnement international, relatives aux cours des produits de base, à l'inflation mondiale et au taux de change, se réfèrent aux projections du FMI.

En outre, des hypothèses spécifiques ont été faites sur l'économie nationale à travers les secteurs porteurs, notamment le riz, le coton, l'agroalimentaire, le textile, l'élevage, l'or, l'eau et l'électricité ainsi que les BTP.

Sur la base de ces hypothèses, deux scénarii, tenant compte des potentialités économiques réelles du pays, ont été produits. Un scénario de base (tendanciel) qui retrace le rythme d'évolution de l'économie à politiques tendancielle et un scénario optimiste (dit scénario du CSLP-III) qui fait des hypothèses de forte croissance sur les secteurs porteurs.

Des projections ont été faites sur la période 2012-2017. Les résultats du cadrage font ressortir sur la période de projection un taux de croissance économique moyen de 5,4%, un taux de pression fiscale moyen de 15,0% et un gap de financement de 194,3 milliards de FCFA pour le scénario de base.

S'agissant du scénario optimiste (scénario du CSCR III), ces indicateurs se situent respectivement en 2017 à 7,0% pour la croissance économique, 19,0% pour la pression fiscale et 222,3 milliards de FCFA pour le gap de financement.

Les résultats du cadrage font état d'une amélioration graduelle de la pression fiscale et la norme communautaire devrait être atteinte à partir de 2013 avec 17,0%. Pour respecter la norme communautaire de 17% minimale et soutenir les hypothèses de renforcement des investissements, l'Etat devrait fournir des efforts supplémentaires de recouvrement de recettes fiscales.

Au terme des travaux de cadrage macroéconomique, les recommandations suivantes ont été formulées pour une meilleure exécution du plan d'actions du CSLP-III :

1. poursuivre la mise en œuvre du programme de transition fiscale et les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale à travers une stratégie de fiscalisation foncière et une meilleure fiscalisation du secteur informel, voire du secteur agricole moderne ;
2. intensifier les investissements productifs dans les secteurs porteurs de croissance (agricultures, recherches minières, infrastructures de transports et de communication) ;
3. intensifier les recherches pour l'amélioration des rendements de l'agriculture, l'élevage et la pêche ;
4. renforcer les programmes favorisant l'amélioration des revenus ruraux ;
5. renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises (climatique, alimentaire, sinistre, chocs externes, etc.) ;
6. renforcer la recherche pétrolière ;
7. créer un cadre plus incitatif pour les investisseurs privés, notamment dans les secteurs porteurs (agriculture, élevage, pêche, infrastructures, etc.).

Par ailleurs, afin d'asseoir les bases d'analyses solides et fiables des futurs travaux de cadrage, le groupe recommande :

Cadrage macroéconomique CSCR 2012-2017

1. d'instituer un mécanisme de validation des comptes macroéconomiques en s'assurant que les données des comptes déjà adoptés sont cohérentes avec celles de comptes en instance de validation ;
2. de renforcer les structures chargées du suivi et de la Planification du Développement (DNP, INSTAT, CPS, DAF, gestionnaires des programmes/projets, etc.) pour la production de données crédibles ;
3. de renforcer les capacités du CPM.

ANNEXES :
Principaux résultats
Du SCENARIO OPTIMISTE (SCENARIO CSLP-III)

I- TABLEAUX DES HYPOTHESES

Hypothèses générales	Moyenne	prév	prév	prév	prév	prév	prév	prév	Moyenne
	2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012-2017
Données exogènes									
Cours or (\$/once)	889,5	1424,1	1459,4	1490,1	1540,3	1604,1	1675,6	1675,6	1574,2
Cours or (FCFA/once)	421 913,4	659 316,1	675 950,1	696 330,9	726 167,6	762 201,5	802 328,6	808 663,7	745 273,8
Variation du cours de l'or en FCFA (en %)	24,0%	12,7%	2,5%	3,0%	4,3%	5,0%	5,3%	0,8%	3,5%
Cours coton (c/Kg)	149,7	279,7	175,9	167,5	153,8	145,3	136,8	136,8	152,7
Cours coton (FCFA/Kg)	709,3	1 295,2	814,5	782,9	725,3	690,4	654,8	660,0	721,3
Variation du cours du coton en FCFA (en %)	9,4%	48,0%	-37,1%	-3,9%	-7,4%	-4,8%	-5,2%	0,8%	-9,6%
Prix petrole (\$/baril)	79,0	107,8	110,7	110,0	105,4	104,1	103,1	104,2	106,3
Prix petrole (FCFA/baril)	37 263,1	49 900,5	51 286,8	51 390,1	49 693,8	49 484,2	49 381,4	50 269,0	50 250,9
Variation du cours du prix du pétrole en FCFA (en %)	9,7%	26,0%	2,8%	0,2%	-3,3%	-0,4%	-0,2%	1,8%	0,1%
Hypothèses secteur réel									
	Moyenne	prév	prév	prév	prév	prév	prév	prév	Moyenne
	2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012-2017
TC réel PIB Agriculture vivrière	10,1%	6,3%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	7,3%	7,7%	6,8%
TC réel PIB branche consolidé du riz	20,3%	5,5%	5,5%	5,8%	6,1%	6,4%	6,7%	7,0%	6,2%
TC réel PIB Agriculture industrielle hors coton	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%
TC réel PIB branche consolidé coton	-8,5%	60,0%	4,0%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	7,3%	6,2%
TC réel PIB Elevage	4,3%	2,8%	4,4%	4,6%	4,9%	5,1%	5,3%	5,6%	5,0%
TC réel PIB Pêche	3,8%	4,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,5%	4,7%	4,2%
TC réel PIB Produits de la forêt	4,7%	4,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,5%	4,7%	4,2%
TC réel PIB Produits de l'extraction	-6,9%	3,3%	10,0%	10,5%	11,0%	11,6%	13,0%	13,7%	11,6%
TC réel PIB Agroalimentaires	-1,8%	4,0%	5,4%	5,7%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	6,1%
TC réel PIB Industries textiles	-11,0%	12,0%	20,0%	4,4%	4,6%	4,9%	5,1%	5,3%	7,4%
TC réel PIB Autres branches manufacturières	-5,1%	4,0%	2,6%	2,7%	2,9%	3,0%	3,2%	3,3%	2,9%
TC réel PIB Electricité eau	9,9%	9,0%	9,4%	9,9%	10,4%	10,9%	10,9%	10,9%	10,4%
TC réel PIB Batiments, Travaux publics	6,6%	5,0%	5,6%	6,6%	6,6%	7,5%	9,6%	9,6%	7,6%
Hypothèses Finances Publiques									
	Moyenne	prév	prév	prév	prév	prév	prév	prév	Moyenne
	2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012-2017
Recettes non fiscales par rapport au PIB_F	0,8%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Recettes fonds spéc. et budgets annexes /PIB F	1,9%	1,6%	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%
Ratio TVA intérieure / PIB	2,4%	2,7%	5,0%	4,9%	4,3%	4,3%	4,3%	4,2%	4,5%
Ratio Autres droits et taxes / PIBF	2,7%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%	2,8%
TC annuel des effectifs de la fonction publique	0,0%	0,0%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%
TC du salaire unitaire (prix const.)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TC Compensation inflation pour fonctionnaires	0,0%	0,0%	3,0%	3,0%	3,0%	6,0%	6,0%	6,0%	4,5%
Ratio Matériel/Recettes totales	10,3%	10,6%	10,8%	10,8%	10,8%	10,8%	10,8%	10,8%	10,8%
Ratio Communication - énergie/Recettes tot.	4,0%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%
Ratio Déplacements, entretien et carburants/recettes tot.	5,0%	4,4%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Ratio Bourses/RC	1,4%	1,8%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Ratio Autres transferts et subventions/RC	10,9%	11,6%	10,6%	10,6%	10,6%	10,6%	10,6%	10,6%	10,6%
Hypothèses secteur extérieur									
	Moyenne	prév	prév	prév	prév	prév	prév	prév	Moyenne
	2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012-2017
TC Importations des textiles (aux prix constants)	40,4%	14,2%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%
TC Autres Importations (aux prix constants)	17,1%	5,9%	12,0%	12,0%	12,0%	12,0%	12,0%	12,0%	12,0%
TC réel Exportation Coton fibre	-15,7%	7,0%	60,0%	4,0%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	15,0%
TC réel Exportation Elevage	9,5%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
TC réel Exportations Or	-6,9%	3,3%	10,0%	10,5%	11,0%	11,6%	13,0%	13,7%	11,6%
TC réel Autres exportations	13,1%	5,3%	1,5%	1,6%	1,8%	2,2%	2,7%	3,0%	2,1%
Couverture AEN en mois d'importation	4,7	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8
Hypothèses secteur monétaire									
	Moyenne	prév	prév	prév	prév	prév	prév	prév	Moyenne
	2007-2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012-2017
Autres éléments nets	-0,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4

Source: Modèle MME_DNPD

Tableau 1:

PIB par branche (en mrd. FCFA aux prix de 1987)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Secteur primaire	576,2	701,6	738,2	779,3	824,8	875,6	932,2	995,6	857,6
Agriculture vivrière hors riz	224,4	277,8	294,5	313,1	333,8	357,0	383,0	412,3	348,9
Branche consolidé du riz	89,1	122,0	128,8	136,2	144,5	153,7	163,9	175,4	150,4
Agriculture industrielle hors coton	21,0	25,7	27,4	29,5	31,7	34,3	37,2	40,6	33,5
Branche consolidé coton	15,7	27,2	28,2	29,9	31,8	33,9	36,3	38,9	33,2
Elevage	151,5	165,6	172,8	180,8	189,6	199,3	209,9	221,7	195,7
Pêche	13,5	15,0	15,5	16,1	16,8	17,5	18,3	19,1	17,2
Sylviculture	61,0	68,4	70,9	73,7	76,7	80,0	83,6	87,5	78,7
Secteur secondaire	295,3	307,9	333,6	359,6	388,9	423,1	465,0	512,8	413,8
Produits de l'extraction	105,2	95,6	105,2	116,2	129,1	144,0	162,7	184,9	140,4
Industries manufacturières	80,8	82,7	89,7	93,7	98,1	102,9	108,3	114,3	101,2
Agroalimentaires	34,2	35,9	37,8	40,0	42,4	45,0	48,0	51,3	44,1
Industries textiles	20,9	22,1	26,6	27,7	29,0	30,4	32,0	33,7	29,9
Autres branches manufact.	25,6	24,6	25,3	26,0	26,7	27,5	28,4	29,3	27,2
Electricité eau	39,7	49,6	54,3	59,6	65,8	73,0	80,9	89,7	70,6
Bâtiment, Travaux publics	69,7	80,0	84,4	90,0	95,9	103,2	113,1	123,9	101,8
Secteur tertiaire	607,2	673,3	704,5	738,4	775,2	815,5	860,3	910,2	800,7
Commerce	242,3	272,0	285,6	301,1	318,5	338,2	360,9	386,8	331,9
Transport et télécommunication	120,9	136,5	144,0	152,0	160,4	169,4	179,3	190,2	165,9
Autr. services march. non financiers	106,5	118,3	124,0	129,7	135,6	141,6	147,8	154,3	138,8
Services financiers	12,2	13,1	13,5	14,0	14,4	14,8	15,3	15,8	14,6
Services non marchands	132,5	141,5	146,2	151,3	156,8	162,8	169,3	176,5	160,5
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-7,1	-8,2	-8,9	-9,6	-10,4	-11,4	-12,4	-13,6	-11,0
PIB au coût des facteurs	1 478,7	1 682,8	1 776,4	1 877,3	1 989,0	2 114,1	2 257,4	2 418,6	2 072,1
Taxes indirectes (moins subventions)	113,5	124,9	130,2	135,6	141,4	147,9	155,4	163,7	145,7
PIB aux prix du marché	1 592,2	1 807,7	1 906,6	2 012,9	2 130,4	2 262,1	2 412,9	2 582,2	2 217,8
Taux annuel de croissance									
Secteur primaire	8,2%	6,4%	5,2%	5,6%	5,8%	6,1%	6,5%	6,8%	6,0%
Agriculture vivrière hors riz	10,1%	6,3%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	7,3%	7,7%	6,8%
Branche consolidé du riz	20,3%	5,5%	5,5%	5,8%	6,1%	6,4%	6,7%	7,0%	6,2%
Agriculture industrielle hors coton	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%	6,0%
Branche consolidé coton	-8,5%	60,0%	4,0%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	7,3%	6,2%
Elevage	4,3%	2,8%	4,4%	4,6%	4,9%	5,1%	5,3%	5,6%	5,0%
Pêche	3,8%	4,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,5%	4,7%	4,2%
Sylviculture	4,7%	4,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%	4,5%	4,7%	4,2%
Secteur secondaire	-1,9%	5,4%	8,4%	7,8%	8,2%	8,8%	9,9%	10,3%	8,9%
Produits de l'extraction	-6,9%	3,3%	10,0%	10,5%	11,0%	11,6%	13,0%	13,7%	11,6%
Industries manufacturières	-6,3%	6,0%	8,5%	4,5%	4,7%	5,0%	5,2%	5,5%	5,6%
Agroalimentaires	-1,8%	4,0%	5,4%	5,7%	6,0%	6,3%	6,6%	6,9%	6,1%
Industries textiles	-11,0%	12,0%	20,0%	4,4%	4,6%	4,9%	5,1%	5,3%	7,4%
Autres branches manufact.	-5,1%	4,0%	2,6%	2,7%	2,9%	3,0%	3,2%	3,3%	2,9%
Electricité eau	9,9%	9,0%	9,4%	9,9%	10,4%	10,9%	10,9%	10,9%	10,4%
Bâtiment, Travaux publics	6,6%	5,0%	5,6%	6,6%	6,6%	7,5%	9,6%	9,6%	7,6%
Secteur tertiaire	5,7%	4,4%	4,6%	4,8%	5,0%	5,2%	5,5%	5,8%	5,2%
Commerce	6,6%	4,5%	5,0%	5,4%	5,8%	6,2%	6,7%	7,2%	6,1%
Transport et télécommunication	9,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,6%	5,8%	6,1%	5,7%
Autr. services march. non financiers	4,6%	5,0%	4,8%	4,6%	4,5%	4,4%	4,4%	4,4%	4,5%
Services financiers	3,5%	3,0%	3,1%	3,1%	3,1%	3,1%	3,2%	3,4%	3,2%
Services non marchands	2,0%	3,0%	3,3%	3,5%	3,6%	3,8%	4,0%	4,3%	3,7%
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	0,6%	8,0%	8,2%	8,4%	8,6%	8,9%	9,1%	9,3%	8,8%
PIB au coût des facteurs	4,9%	5,4%	5,6%	5,7%	5,9%	6,3%	6,8%	7,1%	6,2%
Taxes indirectes (moins subventions)	4,4%	4,3%	4,3%	4,1%	4,3%	4,6%	5,1%	5,3%	4,6%
PIB aux prix du marché	4,9%	5,3%	5,5%	5,6%	5,8%	6,2%	6,7%	7,0%	6,1%

Source: Modèle MME_DNPD

Tableau 2:

Contribution sectorielle à la croissance

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Secteur primaire	2,9%	2,5%	2,0%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%	2,6%	2,3%
Agriculture vivrière hors riz	1,4%	1,0%	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,2%	1,2%	1,1%
Branche consolidé du riz	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,4%
Agriculture industrielle hors coton	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Branche consolidé coton	-0,2%	0,6%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Elevage	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,4%
Pêche	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Secteur secondaire	-0,4%	0,9%	1,4%	1,4%	1,5%	1,6%	1,9%	2,0%	1,6%
Produits de l'extraction	-0,5%	0,2%	0,5%	0,6%	0,6%	0,7%	0,8%	0,9%	0,7%
Industries manufacturières	-0,4%	0,3%	0,4%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%
Agroalimentaires	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Industries textiles	-0,2%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Autres branches manufact.	-0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Electricité eau	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%
Bâtiment, Travaux publics	0,3%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%
Secteur tertiaire	2,1%	1,7%	1,7%	1,8%	1,8%	1,9%	2,0%	2,1%	1,9%
Commerce	1,0%	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%	0,9%	1,0%	1,1%	0,9%
Transport et télécommunication	0,7%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	0,4%
Autr. services march. non financiers	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Services financiers	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services non marchands	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
PIB au coût des facteurs	4,6%	5,0%	5,2%	5,3%	5,5%	5,9%	6,3%	6,7%	5,8%
Taxes indirectes (moins subventions)	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
PIB aux prix du marché	4,9%	5,3%	5,5%	5,6%	5,8%	6,2%	6,7%	7,0%	6,1%

Source: Modèle MME, DNPD

Tableau 3:

PIB par branche (mrd. FCFA courants)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Secteur primaire	1 427,9	1 896,0	2 046,0	2 211,1	2 390,6	2 586,3	2 806,0	3 052,2	2 515,4
Agriculture vivrière hors riz	614,9	804,7	862,4	926,8	999,0	1 079,4	1 171,1	1 274,5	1 052,2
Branche consolidé du riz	190,9	277,4	297,4	318,7	342,0	367,7	396,6	429,0	358,6
Agriculture industrielle hors coton	62,0	80,9	87,5	95,2	104,3	114,8	127,0	141,3	111,7
Branche consolidé coton	37,4	114,3	147,3	178,6	206,9	233,8	261,6	291,6	220,0
Elevage	331,2	389,5	411,1	438,1	469,4	504,4	544,1	588,5	492,6
Pêche	25,9	29,8	31,2	33,0	34,9	37,2	39,7	42,5	36,4
Sylviculture	165,5	199,4	209,1	220,6	234,0	249,0	265,9	284,8	245,9
Secteur secondaire	761,4	937,6	1 026,5	1 114,2	1 212,3	1 332,0	1 486,0	1 676,7	1 307,9
Produits de l'extraction	257,0	323,9	360,2	405,7	459,5	522,6	606,4	708,3	510,4
Industries manufacturières	222,1	251,1	282,0	293,6	302,6	316,5	332,1	357,3	314,0
Agroalimentaires	88,2	101,3	108,5	116,9	126,5	137,4	149,9	164,0	133,9
Industries textiles	84,9	98,4	119,4	119,8	116,2	115,9	115,6	122,7	118,3
Autres branches manufact.	49,0	51,4	54,1	56,9	59,9	63,1	66,7	70,6	61,9
Electricité eau	78,6	101,7	112,5	125,3	140,3	158,0	178,5	202,1	152,8
Bâtiment, Travaux publics	203,4	260,9	271,8	289,6	310,0	335,0	369,0	408,9	330,7
Secteur tertiaire	1 459,9	1 759,2	1 871,9	2 001,4	2 144,8	2 302,0	2 486,2	2 695,3	2 250,3
Commerce	582,6	720,9	771,4	832,1	900,8	977,6	1 070,8	1 177,8	955,1
Transport et télécommunication	223,8	272,6	290,8	310,9	333,2	357,7	385,9	418,2	349,4
Autr. services march. non financiers	270,7	323,9	345,7	369,6	395,0	421,6	451,2	483,3	411,1
Services financiers	30,3	34,9	36,4	38,3	40,5	42,7	45,2	47,8	41,8
Services non marchands	367,1	424,1	446,5	471,2	498,4	528,0	561,8	600,4	517,7
Production imputée de services bancaires (marges d'intérêt)	-14,6	-17,2	-18,9	-20,8	-23,0	-25,6	-28,6	-32,2	-24,8
PIB au coût des facteurs	3 648,9	4 592,9	4 944,5	5 326,7	5 747,7	6 220,3	6 778,2	7 424,2	6 073,6
Taxes indirectes (moins subventions)	404,1	513,0	551,5	592,2	642,9	715,6	811,9	906,1	703,4
PIB aux prix du marché	4 053,0	5 107,9	5 496,0	5 918,9	6 390,7	6 935,8	7 590,1	8 330,3	6 776,9

Source: Modèle MME, DNPD

Tableau 4:

Ressources et emplois (mrd. FCFA constants)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
PIB aux prix du marché	1 592,2	1 807,7	1 906,6	2 012,9	2 130,4	2 262,1	2 412,9	2 582,2	2 217,8
Variation annuelle	4,3%	5,3%	5,6%	5,6%	5,8%	6,2%	6,7%	7,1%	6,1%
Importations de biens et snf	501,5	571,3	612,3	634,6	653,2	681,3	718,3	765,5	677,5
Variation annuelle	7,4%	14,7%	7,2%	3,6%	2,9%	4,3%	5,4%	6,6%	5,0%
Total des ressources	2 093,7	2 379,0	2 518,9	2 647,5	2 783,6	2 943,4	3 131,1	3 347,8	2 895,4
Exportations de biens et snf	430,5	399,3	451,6	477,2	507,3	541,8	583,9	636,0	533,0
Variation annuelle	-4,5%	3,1%	13,1%	5,7%	6,3%	6,8%	7,8%	8,9%	8,1%
Investissements bruts	319,7	408,2	459,4	494,3	529,6	586,0	642,1	671,2	563,8
Formation brute de capital fixe	296,0	357,6	386,3	415,8	446,5	480,9	522,6	567,1	469,9
Variation annuelle	8,8%	8,0%	8,0%	7,6%	7,4%	7,7%	8,7%	8,5%	8,0%
Variation des stocks	23,7	50,6	73,1	78,5	83,1	105,0	119,6	104,1	93,9
Consommation finale	1 313,5	1 571,5	1 602,7	1 670,0	1 746,7	1 815,7	1 905,1	2 040,6	1 798,6
Variation annuelle	7,8%	8,1%	2,3%	4,2%	4,2%	4,0%	4,9%	7,1%	4,5%
Consommation publique	276,1	310,7	325,7	332,1	351,1	375,1	407,6	448,9	373,4
Variation annuelle	5,1%	5,0%	4,9%	2,0%	5,7%	6,8%	8,6%	10,1%	6,4%
Consommation des ménages	1 067,4	1 260,8	1 282,1	1 343,9	1 395,5	1 440,5	1 497,5	1 591,7	1 425,2
Variation annuelle	8,7%	8,9%	1,7%	4,8%	3,8%	3,2%	4,0%	6,3%	4,0%
Produit national brut ("revenu national disponible brut")	1 610,4	1 811,5	1 922,0	2 023,4	2 134,7	2 258,0	2 398,5	2 554,1	2 215,1
en % du PIBm	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Importations de biens et snf	31,6%	32%	32%	32%	31%	30%	30%	30%	31%
Exportations de biens et snf	27,2%	22%	24%	24%	24%	24%	24%	25%	24%
Investissements bruts	20,1%	23%	24%	25%	26%	27%	27%	26%	25%
Consommation finale	84,3%	87%	84%	83%	82%	80%	79%	79%	81%
Déflateur du PIB	2 537,0%	282,6	288,3	294,1	300,0	306,6	314,6	322,6	304,3
Variation annuelle du Déflateur du PIB	4,6%	4,5%	2,0%	2,0%	2,0%	2,2%	2,6%	2,6%	2%

Source: Modèle MME, DNPD

Tableau 5:

Ressources et emplois (mrd. FCFA courants)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
PIB au prix du marché	4 053,0	5 107,9	5 495,9	5 918,9	6 390,7	6 935,8	7 590,1	8 330,3	6 776,9
Variation annuelle	9,8%	10,0%	7,6%	7,7%	8,0%	8,5%	9,4%	8,3%	8,5%
Importations de biens et snf	1 454,3	1 727,2	1 930,3	2 096,2	2 258,1	2 460,0	2 723,9	3 046,1	2 419,1
Variation annuelle	10,3%	11,4%	11,8%	8,6%	7,7%	8,9%	10,7%	11,8%	9,9%
Total des ressources	5 507,4	6 835,1	7 425,2	8 015,1	8 648,8	9 395,9	10 314,0	11 376,4	9 196,1
Exportations de biens et snf	1 052,4	1 322,6	1 422,6	1 578,3	1 774,7	2 022,1	2 340,0	2 641,3	1 963,2
Variation annuelle	4,8%	16%	8%	12%	11%	14%	16%	13%	12%
Investissements bruts	888,8	1 292,5	1 368,7	1 508,6	1 634,6	1 806,7	1 981,3	2 152,3	1 742,0
Formation brute de capital fixe	807,1	1 125,8	1 243,8	1 338,0	1 442,6	1 561,7	1 705,3	1 871,6	1 527,2
Variation annuelle	17,1%	14%	10%	8%	8%	8%	9%	10%	9%
Variation des stocks	81,6	166,7	124,9	170,5	192,0	245,0	275,9	280,7	214,9
Consommation finale	3 566,2	4 220,0	4 634,9	4 928,3	5 239,4	5 567,1	5 992,7	6 582,8	5 490,9
Variation annuelle	10,1%	7,4%	9,8%	6,3%	6,3%	6,3%	7,6%	9,8%	7,7%
Consommation publique	701,7	874,0	938,9	976,5	1 052,2	1 150,2	1 282,1	1 448,2	1 141,5
Variation annuelle	9,3%	11%	7%	4%	8%	9%	11%	13%	9%
Consommation des ménages	2 864,6	3 345,9	3 695,9	3 951,8	4 186,2	4 416,9	4 710,7	5 134,7	4 349,4
Variation annuelle	10,4%	6,5%	10,5%	6,9%	5,9%	5,5%	6,7%	9,0%	7,4%
Produit national brut ("revenu disponible brut")	4 098,7	5 118,9	5 540,3	5 949,8	6 403,6				

Tableau 6:

Epargne et investissement (mrd. FCFA)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
INVESTISSEMENTS bruts	888,8	1 292,5	1 368,7	1 508,6	1 634,6	1 806,7	1 981,3	2 152,3	1 742,0
Formation brute de capital fixe	807,1	1 125,8	1 243,8	1 338,0	1 442,6	1 561,7	1 705,3	1 871,6	1 527,2
publique 1)	367,0	510,5	568,1	612,2	657,7	709,4	776,0	848,8	695,4
privée	440,1	615,4	675,7	725,8	784,9	852,2	929,3	1 022,8	831,8
Variation des stocks	81,6	166,7	124,9	170,5	192,0	245,0	275,9	280,7	214,9
Total emplois (invest.)									
EPARGNE NATIONALE BRUTE	532,5	898,9	905,4	1 021,5	1 164,2	1 356,3	1 552,3	1 656,7	1 276,1
EPARGNE NATIONALE NETTE (S-D)	-356,3	-393,6	-463,3	-487,1	-470,4	-450,4	-429,0	-495,6	-466,0
SOLDES DES TRANSACTIONS COURANTES	-356,3	-393,6	-463,3	-487,1	-470,4	-450,4	-429,0	-495,6	-466,0

Source: Modèle MME_DNPD

Tableau 7:

Budget consolidé des finances publiques et son financement (mrd. FCFA courants)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Total des recettes et dons	825,8	1 113,0	1 132,8	1 333,0	1 474,2	1 619,3	1 783,4	1 977,2	1 553,3
Recettes totales	677,2	852,7	972,2	1 114,3	1 235,6	1 380,7	1 544,8	1 738,7	1 331,1
Recettes budgétaires	607,7	781,2	894,8	1 031,0	1 145,6	1 283,0	1 437,9	1 621,3	1 235,6
Recettes fiscales	578,3	731,1	836,2	966,5	1 074,7	1 205,1	1 352,1	1 527,0	1 160,2
Impôts directs	167,0	216,9	224,5	238,4	269,5	304,2	343,5	388,0	294,7
Impôts indirects	411,3	514,2	611,7	728,1	805,3	900,9	1 008,6	1 139,0	865,6
TVA	225,5	301,0	340,1	386,6	431,2	480,9	536,6	601,0	462,7
TVA intérieure	88,9	122,5	135,8	154,4	173,3	194,4	217,7	243,4	186,5
TVA sur importations	136,6	178,5	204,3	232,2	257,9	286,5	318,9	357,6	276,2
Taxe intérieure sur produits pétroliers	28,4	24,1	7,0	48,0	56,0	65,2	76,9	90,6	57,3
Taxe sur les importations	78,0	98,4	113,3	136,4	145,1	155,9	183,0	226,2	160,0
Autres droits et taxes	98,8	127,7	191,3	199,1	216,9	245,2	261,3	273,9	231,3
Remboursement de taxes exonérées	-19,3	-37,0	-40,0	-42,0	-43,9	-46,3	-49,2	-52,7	-45,7
Recettes non fiscales	29,4	50,1	58,6	64,5	70,9	78,0	85,8	94,4	75,4
Recettes fonds spéc. et budgets annexes	69,4	71,5	77,4	83,4	90,0	97,7	106,9	117,3	95,4
Dons	148,6	260,3	160,6	218,7	238,6	238,6	238,6	238,6	222,3
Dons pour projets	107,7	213,2	114,2	176,7	184,6	193,6	193,6	193,6	176,0
Dons budgétaires	41,0	47,1	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4
Dépenses et prêts nets	940,7	1 358,2	1 349,5	1 525,5	1 663,3	1 802,4	1 988,8	2 197,5	1 754,5
Dépenses budgétaires	872,7	1 289,8	1 274,1	1 443,7	1 574,7	1 706,0	1 883,2	2 081,4	1 660,5
Dépenses courantes	511,6	707,1	795,3	849,3	933,5	1 019,1	1 146,4	1 300,5	1 007,4
Salaires	198,5	269,8	306,8	333,4	362,3	405,1	453,1	506,7	394,5
Fonctionnaires	165,2	208,9	227,8	247,5	269,0	300,8	336,4	376,2	293,0
Contractuels (HIPC)	33,3	60,9	79,0	85,8	93,3	104,3	116,7	130,5	101,6
Biens et services	182,4	228,7	250,5	258,3	294,9	313,0	363,6	435,1	319,2
Matériel	69,8	90,4	97,0	105,6	116,4	126,1	136,8	157,8	123,3
Communication - énergie	26,7	30,1	30,7	35,9	40,2	45,3	54,1	60,9	44,5
Déplacements, entretien et carburants	33,8	37,7	42,6	47,7	54,8	62,0	71,2	86,9	60,9
Elections	7,1	14,0	17,0	1,6	10,1	1,8	6,0	16,5	8,8
Autres dépenses sur biens et services	45,0	56,5	63,2	67,4	73,3	77,7	95,4	113,0	81,7
Transferts et subventions	115,0	183,5	204,7	223,4	241,3	264,9	292,9	320,9	258,0
Bourses	9,8	15,0	17,8	19,6	22,0	23,5	26,3	29,6	23,1
Filet social	9,4	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Subvention eau-énergie	0,0	0,0	15,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	19,2
Subvention secteur coton	3,4	25,8	30,0	35,7	37,4	41,8	46,7	52,6	40,7
Subvention CRM	14,9	11,2	15,8	20,0	21,0	23,5	26,3	29,6	22,7
Plans sociaux	4,2	22,4	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Dépenses PAGE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts et subventions	73,5	99,1	114,1	118,0	130,9	146,2	163,6	179,1	142,0
Intérêts dus	15,7	25,1	33,3	34,2	35,1	36,0	37,0	37,9	35,6
Dettes intérieures	3,5	8,0	13,8	14,2	14,5	14,9	15,3	15,7	14,7
FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BCEAO (avance stat. et BDM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres intérieurs	3,5	8,0	13,8	14,2	14,5	14,9	15,3	15,7	14,7
Dettes extérieures (DGDP et tir. fut.)	12,3	17,1	19,5	20,0	20,5	21,1	21,6	22,2	20,8
Dépenses en capital	361,1	582,7	478,8	594,4	641,2	686,9	736,8	780,8	653,2
Financement extérieur	203,8	371,1	298,0	374,7	397,3	423,1	444,6	468,2	401,0
Emprunts	96,2	157,9	183,8	198,1	212,8	229,5	251,1	274,6	225,0
Dons	107,7	213,2	114,2	176,7	184,6	193,6	193,6	193,6	176,0
Financement intérieur 1)	157,3	211,6	180,8	219,7	243,9	263,8	292,1	312,7	252,2
Dépenses fds.spéc. et budgets annexes	69,4	71,5	77,4	83,9	90,6	98,5	107,8	118,4	96,1
Autres (extrabudgétaires et reconstruction)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde budgétaire primaire (FMI) 2)	-59,7	-134,4	-79,3	-36,5	-30,3	1,4	0,6	9,3	-22,5
Solde global (engagements, hors dons)	-263,5	-505,5	-377,3	-411,2	-427,6	-421,7	-444,0	-458,8	-423,4
Solde global (engagements)	-114,9	-245,2	-216,7	-192,6	-189,1	-183,1	-205,4	-220,2	-201,2
Solde global (engagements)	-114,9	-245,2	-216,7	-192,6	-189,1	-183,1	-205,4	-220,2	-201,2
Ajustement	-24,2	-8,1	-14,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,4
Solde global (base caisse & hors dons)	-287,7	-513,6	-391,5	-411,2	-427,6	-421,7	-444,0	-458,8	-425,8
Solde global (base caisse)	-139,1	-253,3	-230,9	-192,6	-189,1	-183,1	-205,4	-220,2	-203,6
FINANCEMENT	139,1	253,3	230,9	192,6	189,1	183,1	205,4	220,2	203,6
Financement extérieur net	108,8	175,8	184,2	197,3	210,9	226,5	246,4	268,3	222,3
Emprunts	128,8	202,6	225,9	240,2	254,9	271,6	293,2	316,7	267,1
PASEP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BDM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Projets	96,2	157,9	183,8	198,1	212,8	229,5	251,1	274,6	225,0
Prêts budgétaires	32,7	44,7	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1
Amortissement (-)	31,4	40,8	53,3	54,4	55,6	56,7	58,3	60,0	54,4
Régulation dette/PPTE	11,4	14,0	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6
Financement intérieur net	30,3	77,5	46,7	-4,8	-21,8	-43,4	-41,0	-48,0	-18,7
bancaire (net)	-7,5	88,2	72,5	26,7	26,7	20,6	20,6	10,6	29,6
Position nette du Gouvernement	-19,2	88,2	52,6	26,7	26,7	20,6	20,6	10,6	26,3
Avance statutaire	-1,5	-2,6	0,0	-2,1	-2,1	-2,1	-2,1	-2,1	-1,8
Tirages nets	16,2	17,6	5,0	-6,1	-6,1	-6,1	-6,1	-6,1	-4,3
FMI rachats	0,0	0,4	0,9	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	10,2
FMI achats	16,2	18,0	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
Autres postes (nets)	-33,8	17,3	31,6	18,9	18,9	18,9	18,9	8,9	19,4
Concours cons./Tirisation	0,0	55,9	16,0	16,0	16,0	9,9	9,9	9,9	13,0
Autres financements monétaires	11,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avance CMDT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes de privatisation	47,8	3,3	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,8
Autres financements	-10,1	-14,0	-25,8	-32,5	-49,5	-65,0	-62,6	-59,6	-49,2
Gap de financement Etat (+ = déficit)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pour mémoire:									
PIB aux prix du marché (milliards FCFA, prix courants)	4 053,0	5 107,9	5 495,9	5 918,9	6 390,7	6 935,8	7 590,1	8 330,3	6 776,9
Solde primaire en % du PIB	0,0	-0,7%	0,6%	1,4%	1,5%	2,0%	1,9%	2,0%	1,6%
Déficit (engagements, hors dons) en % PIB	-0,1	-9,9%	-6,9%	-6,9%	-6,7%	-6,1%	-5,9%	-5,5%	-6,3%
Déficit (caisse) en % PIB	0,0	-5,0							

Tableau 8:

Balance des paiements (mrd. FCFA)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Balance commerciale	-169,9	-129,3	-172,9	-155,2	-94,3	-15,8	82,3	116,1	-40,0
Exportations (fab)	873,1	1 129,3	1 214,5	1 354,2	1 532,8	1 759,5	2052,7	2325,9	1706,6
Coton fibre	86,6	124,3	91,7	91,6	90,0	91,1	92,1	99,3	92,6
Or	633,5	859,0	968,8	1 102,8	1 276,8	1 495,3	1778,7	2037,5	1443,3
Élevage	43,7	39,8	41,4	43,0	44,8	46,6	48,7	51,1	45,9
Autres	109,3	106,2	112,7	116,7	121,2	126,5	133,2	138,1	124,7
Importations (fab)	1 043,0	1 258,6	1 387,4	1 509,3	1 627,1	1 775,3	1970,4	2209,9	1746,6
Services non-facteurs (net)	-232,1	-275,3	-334,8	-362,8	-389,1	-422,2	-466,2	-520,9	-416,0
Crédit	179,3	193,4	208,1	224,1	241,9	262,6	287,3	315,4	256,5
Débit	-411,5	-468,6	-542,9	-586,9	-631,0	-684,8	-753,5	-836,2	-672,5
dont: fret et assurance (net)	-208,8	-250,8	-237,1	-244,0	-240,5	-242,3	-241,4	-241,8	-241,2
Services facteurs (net)	-167,2	-205,9	-183,3	-209,6	-241,7	-283,4	-335,8	-403,7	-276,3
Rémunérations des salariés	2,6	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0	3,1	3,2	3,0
Revenus des investissements	-169,8	-208,7	-186,2	-212,5	-244,7	-286,4	-338,9	-406,9	-279,3
- Intérêts sur la dette publique	-13,2	-17,1	19,5	20,0	20,5	21,1	21,6	22,2	20,8
- Autres revenus des investissements	-156,7	-191,7	-205,7	-232,5	-265,2	-307,5	-360,5	-429,1	-300,1
Transferts courants	212,9	216,9	227,7	240,5	254,7	271,0	290,7	312,9	266,3
Transferts du secteur privé (net)	146,8	148,6	159,9	172,2	185,9	201,8	220,8	242,3	197,1
Transferts officiels	66,1	68,3	67,9	68,3	68,8	69,2	69,9	70,6	69,1
- Dons budgétaires	41,0	47,1	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4	46,4
- Autres transferts officiels	25,2	21,2	21,5	21,9	22,4	22,8	23,5	24,2	22,7
Solde des transactions courantes (hors transferts officiels)	-422,4	-461,9	-531,2	-555,4	-539,2	-519,6	-498,9	-566,2	-535,1
Solde des transactions courantes (y.c. transferts officiels)	-356,3	-393,6	-463,3	-487,1	-470,4	-450,4	-429,0	-495,6	-466,0
Compte de capital et financier	388,2	347,8	467,7	492,1	476,3	456,5	435,8	504,4	472,2
Compte de capital	149,2	163,6	119,9	185,5	193,8	203,3	203,3	203,3	184,8
Compte de capital	149,2	163,6	119,9	185,5	193,8	203,3	203,3	203,3	184,8
dont: dons projets	107,7	213,2	114,2	176,7	184,6	193,6	193,6	193,6	176,0
Compte financier	250,5	198,2	359,4	318,3	294,1	264,8	244,2	312,7	298,9
Financier (net)	132,9	60,7	175,2	120,9	83,2	38,3	-2,3	44,5	76,6
Investissement direct (net)	139,2	90,3	94,3	97,4	101,0	104,9	109,2	114,1	103,5
Investissement portfolio privé (net)	7,5	4,4	4,4	4,5	4,5	4,6	4,6	4,6	4,5
Autres flux financiers privés	-13,8	-34,1	76,4	19,0	-22,3	-71,2	-116,1	-74,3	-31,4
Officiel (net)	106,1	123,6	172,6	185,7	199,3	214,9	234,8	256,7	210,7
Tirages	143,0	164,4	225,9	240,2	254,9	271,6	293,2	316,7	267,1
Prêts-projets	110,4	119,7	183,8	198,1	212,8	229,5	251,1	274,6	225,0
Remboursements dus sur dette publique	36,9	40,8	53,3	54,4	55,6	56,7	58,3	60,0	56,4
Erreurs et omissions	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance globale	46,9	-31,8	16,0	16,7	17,5	17,7	18,4	20,4	17,8
Financement	-46,9	31,8	-16,0	-16,7	-17,5	-17,7	-18,4	-20,4	-17,8
Avoirs extérieurs nets (= augmentation)	-46,9	31,8	-16,0	-16,7	-17,5	-17,7	-18,4	-20,4	-17,8
dont: FMI (net)	0,7	17,6	5,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,9
Achats	0,8	18,0	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9
Rachats	0,0	-0,4	-0,9	-2,1	-3,8	-3,8	-3,8	-3,8	-3,0
PPTE assistance	11,4	14,0	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6	11,6
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
pour mémoire:									
Produit intérieur brut aux prix du marché (mrd. Fbu)	4 053,0	5 107,9	5 495,9	5 918,9	6 390,7	6 935,8	7 590,1	8 330,3	6 776,9
Encours total de la dette publique	863,7	957,0	957,0	957,0	957,0	956,9	956,9	956,9	957,0
Service de la dette publique	46,4	57,9	72,8	74,4	76,1	77,8	80,0	82,2	77,2
Balance commerciale/PIB	-4,3%	-2,5%	-3,1%	-2,6%	-1,5%	-0,2%	1,1%	1,4%	0,0
Compte courant (hors dons)/PIB	-10,5%	-9,0%	-9,7%	-9,4%	-8,4%	-7,5%	-6,6%	-6,8%	-0,1
Compte courant (dons inclus)/PIB	-8,8%	-7,7%	-8,4%	-8,2%	-7,4%	-6,5%	-5,7%	-5,9%	-0,1
FCFA/US \$	473,1	462,98	463,17	467,32	471,44	475,17	478,84	482,62	473,1

Source: Modèle MME_DNPD

Tableau 9:

Situation monétaire (mrd. FCFA; fin de période)

	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Avoirs extérieurs nets	621,7	690,0	706,0	722,7	740,2	757,8	776,3	796,6	749,9
BCEAO	529,5	516,2	532,2	548,9	566,4	584,0	602,5	622,8	576,1
Banques commerciales	93,3	173,8	173,8	173,8	173,8	173,8	173,8	173,8	173,8
Avoirs intérieurs nets	507,8	814,9	912,6	1 019,9	1 140,8	1 283,0	1 456,3	1 653,0	1 244,3
Créances sur l'Etat, nettes	-212,1	-181,7	-109,2	-82,5	-55,8	-35,2	-14,6	-4,0	-50,2
Créances sur l'économie	719,9	996,5	1 021,8	1 102,4	1 196,5	1 318,1	1 470,9	1 656,9	1 294,5
Ressources = emplois	1 129,5	1 504,9	1 618,7	1 742,7	1 881,0	2 040,8	2 232,6	2 449,6	1 994,2
Masse Monétaire (M2)	1 144,6	1 497,5	1 611,3	1 735,3	1 873,6	2 033,4	2 225,2	2 442,2	1 986,8
Circulation fiduciaire	314,9	326,3	326,9	331,3	335,2	339,4	344,7	349,0	337,8
Dépôts à vue et à terme	816,1	1 171,2	1 284,3	1 404,0	1 538,4	1 694,0	1 880,5	2 093,2	1 649,1
Autres postes, nets	-0,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
Ressources = emplois	1 144,2	1 504,9	1 618,7	1 742,7	1 881,0	2 040,8	2 232,6	2 449,6	1 994,2
Taux annuels de croissance:									
Avoirs extérieurs nets	10,4%	-4,4%	2,3%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,6%	2,4%
BCEAO	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Banques commerciales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Avoirs intérieurs nets	7,6%	41,6%	12,0%	11,8%	11,8%	12,5%	13,5%	13,5%	12,5%
Créances sur l'Etat, nettes	26,1%	-32,7%	-39,9%	-24,5%	-32,4%	-36,9%	-58,6%	-72,8%	-44,2%
Créances sur l'économie	10,1%	17,9%	2,5%	7,9%	8,5%	10,2%	11,6%	12,6%	8,9%
Masse Monétaire (M2)	9,8%	11,0%	7,6%	7,7%	8,0%	8,5%	9,4%	9,8%	8,5%
Circulation fiduciaire	-2,2%	3,9%	0,2%	1,3%	1,2%	1,3%	1,6%	1,3%	1,1%
Dépôts à vue et à terme	13,9%	19,5%	9,7%	9,3%	9,6%	10,1%	11,0%	11,3%	10,2%
Autres postes, nets	187,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
pour mémoire:									
Produit intérieur brut aux prix du marché	4 053,0	5 107,9	5 495,9	5 918,9	6 390,7	6 935,8	7 590,1	8 330,3	6 776,9
Taux de liquidité (M2/PIBm)	0,3	0,293	0,293	0,293	0,293	0,293	0,293	0,293	0,3
Vitesse de circulation (PIBm/M2)	3,5	3,411	3,411	3,411	3,411	3,411	3,411	3,411	3,4

Source: Modèle MME_DNPD

Tableau 10:

Exportations de marchandises (en mrd. de FCFA courants)	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Coton fibre	86,6	124,3	91,7	91,6	90,0	91,1	92,1	99,3	92,6
Elevage	43,7	39,8	41,4	43,0	44,8	46,6	48,7	51,1	45,9
Or	633,5	859,0	968,8	1102,8	1276,8	1495,3	1778,7	2037,5	1443,3
Autres exportations	109,3	106,2	112,7	116,7	121,2	126,5	133,2	138,1	124,7
Exportations de marchandises aux prix courants	873,1	1129,3	1214,5	1354,2	1532,8	1759,5	2052,7	2325,9	1706,6
Exportations de marchandises aux prix de 1987									
Coton fibre	47,2	43,6	69,8	72,6	76,9	81,8	87,2	93,3	80,3
Elevage	31,2	27,5	28,3	29,2	30,0	31,0	31,9	32,8	30,5
Or	175,9	159,9	175,9	194,4	215,9	240,8	272,2	309,3	234,8
Autres exportations	101,7	109,9	111,5	113,2	115,3	117,8	121,0	124,6	117,3
Exportations de marchandises aux prix constants	356,1	340,9	385,6	409,4	438,2	471,4	512,2	560,0	462,8
Services non-facteurs crédit (mrd. FCFA constants)	74,4	58,4	66,0	67,7	69,2	70,3	71,7	75,9	70,2
Services non-facteurs crédit (mrd. FCFA courants)	179,3	193,4	208,1	224,1	241,9	262,6	287,3	315,4	256,5
Exportations totales (mrd. FCFA constants)	430,5	399,3	451,6	477,2	507,3	541,8	583,9	636,0	533,0
Exportations totales (mrd. FCFA courants)	1 052,4	1 322,6	1 422,6	1 578,3	1 774,7	2 022,1	2 340,0	2 641,3	1 963,2
TC Exportations march. (prix constants) (%)	0,0	3,1%	13,1%	6,2%	7,0%	7,6%	8,7%	9,3%	8,6%
TC Exportations march. (prix courants) (%)	0,1	16,4%	7,6%	11,5%	13,2%	14,8%	16,7%	13,3%	12,8%
TC Exportations totales (FCFA constants)	0,0	3,1%	13,1%	5,7%	6,3%	6,8%	7,8%	8,9%	8,1%
TC Exportations totales (FCFA courants)	0,0	16,4%	7,6%	10,9%	12,4%	13,9%	15,7%	12,9%	12,2%
L'indice des prix à l'exportation	247,3	331,2	315,0	330,8	349,8	373,2	400,7	415,3	364,1

Tableau 11:

Importations (mrd. FCFA prix courants)	Moyenne	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2012/2017
	2007-2010	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév	Prév
Biens alimentaires (prix courants)	147,0	177,9	184,1	192,1	200,4	208,9	219,7	231,0	206,0
Machines et véhicules (prix courants)	240,3	242,0	268,7	286,1	305,2	322,5	350,3	383,0	319,3
Produits pétroliers (prix courants)	237,7	379,0	431,0	476,4	510,3	566,5	636,9	734,3	559,2
Matériaux de construction (prix courants)	171,0	207,4	231,7	253,7	277,8	307,3	349,7	397,9	303,0
Produits chimiques (prix courants)	126,7	131,9	141,9	153,8	167,3	182,5	201,1	222,5	178,2
Textiles et cuir (prix courants)	17,2	23,4	20,8	23,4	26,1	29,0	32,5	36,5	28,1
Autres (prix courants)	102,9	97,1	109,4	123,8	140,1	158,5	180,1	204,6	152,7
Total importations marchandises CAF (prix courants)	1 303,7	1 573,2	1 734,3	1 886,7	2 033,9	2 219,1	2 462,9	2 762,3	2 183,2
Importations (mrd. FCFA prix de 1987)									
Biens alimentaires (prix constants)	61,3	72,4	74,0	75,6	77,2	78,9	80,7	82,5	78,1
Machines et véhicules (prix constants)	98,7	101,2	110,0	116,1	125,3	134,1	144,9	156,6	131,2
Produits pétroliers (prix constants)	57,2	67,6	74,8	82,5	91,4	101,8	114,7	129,9	99,2
Matériaux de construction (prix constants)	63,0	75,7	81,2	88,2	95,7	105,1	118,2	132,9	103,5
Produits chimiques (prix constants)	55,3	58,2	62,3	66,9	72,2	78,1	85,1	93,1	76,3
Textiles et cuir (prix constants)	7,0	8,7	9,5	10,4	11,3	12,3	13,5	14,7	11,9
Autres (prix constants)	23,8	21,6	24,2	27,1	30,4	34,0	38,1	42,7	32,7
Total importations marchandises CAF (prix de 1987)	449,4	520,4	550,2	571,2	588,3	614,6	649,4	694,2	611,3
Indice des prix à l'importation	290,3	302,3	315,2	330,3	345,7	361,1	379,2	397,9	354,9

Source: Modèle MME_DNPD